



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2859  
19 mai 2023  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

## **Réindustrialisation, industrie "verte"...**

# **Subventions publiques, profits privés**

PHOTOS PASCAL ROSSIGNOL REUTERS ET LO



**27, 28 et 29 mai**  
**à Presles, Val-d'Oise**  
**La fête de Lutte ouvrière**

**Pages 7 à 10**



Meetings de Nathalie Arthaud :  
dimanche et lundi à 15h

**Leur société**

- Macron : opposer les pauvres et ceux qui le sont moins 3
- Plan de réindustrialisation : au bonheur des patrons 3
- À Dunkerque, de l'argent pour les patrons, la police pour les opposants 3
- Saint-Brévin : l'extrême droite en campagne 4
- Loi anti-immigration : rivalités entre démagogues 4
- Nos lecteurs écrivent : misère et guerre entre pauvres à Mayotte 4
- Retraites : cirque parlementaire ou lutte de classe ? 5
- Le minimum en attendant la retraite 5
- RSA : nouvelles attaques programmées 5
- Trimestre anti-inflation : info ou intox ? 6
- Hausse des prix et cinéma gouvernemental 6
- Logement : la crise s'aggrave 6
- Drapeaux : pour les travailleurs, c'est le drapeau rouge ! 13
- Mixité sociale à l'école : l'Arlésienne de Pap Ndiaye 13
- Lieux de privation de liberté : l'incurie de l'État 13
- Lycée Théodore Monod Noisy-le-Sec : la réforme ne passe pas ! 13
- Crous : la médaille d'or du mépris 13
- Borne à La Réunion : trois petits tours et puis s'en va 16

**Dans le monde**

- Guerre en Ukraine : Zelensky fait son marché 11
- Russie : impôt et tribunaux de guerre 11
- Turquie : entre Erdogan et Kılıçdaroglu 12
- Israël-Palestine : 75 ans d'une politique guerrière 12
- Haïti : dans les quartiers et les entreprises, les travailleurs ripostent ! 16

**Dans les entreprises**

- La Poste 14
- CHRU de Nancy 14
- ZF Bouthéon - Saint-Étienne 14
- Inocel - Belfort 14
- Synthexim - Calais 14
- Grand Paris Express : morts au travail, morts du capital 15
- Nos lecteurs écrivent : conditions meurtrières 15
- Valdunes - Trith-Saint-Léger 16

**Agenda**

- La fête de Lutte ouvrière à Presles 7 à 10

# Industrie verte : par l'odeur alléchés...

Depuis des mois, Macron étale son mépris des travailleurs en rejetant leurs principales revendications, le refus de la retraite à 64 ans et l'indexation des salaires sur les prix. Le voilà maintenant à se faire mousser avec une prétendue réindustrialisation.

Vendredi 12 mai, à Dunkerque, il a dit son amour des ouvriers et de l'industrie. Lundi 15 mai, à Versailles, il a déroulé le tapis rouge aux PDG étrangers pour qu'ils investissent en France. Un des symboles de cette industrie verte et pourvoyeuse d'emplois serait la voiture électrique et l'implantation d'un « hub de batteries » dans les Hauts-de-France.

On est loin du compte ! Vu l'énergie et les minerais nécessaires pour les batteries, il n'est pas sûr que la voiture électrique soit meilleure pour l'environnement. Quant aux emplois, le patronat compte bien en supprimer, estimant pouvoir fabriquer cette voiture avec moins de main-d'œuvre.

La seule chose sûre, c'est que la voiture électrique est une aubaine pour les investisseurs. C'est un marché avec une croissance garantie, puisque l'Union européenne veut interdire la vente de voitures neuves équipées d'un moteur thermique en 2035. Et c'est un marché avec subventions et aides étatiques garanties.

Tous les États, à commencer par les États-Unis, ont décidé d'y consacrer des milliards. C'est à qui, au prétexte de la souveraineté et de l'écologie, sera le plus offrant.

Le groupe Northvolt, fabricant suédois de batteries, pourrait toucher 8 milliards de dollars s'il s'installait aux États-Unis plutôt qu'en Allemagne. Volkswagen vient de négocier avec le Canada l'installation d'une usine de batteries, avec 8 à 13 milliards de dollars à la clé.

Pour installer son usine à Dunkerque, le fabricant de batteries taïwanais Prologium s'est vu, lui, offrir 1,5 milliard d'aides directes de l'État, mais aussi des aides pour la recherche et développement, et la garantie de salariés formés et en nombre.

Alors oui, tout cela déchaîne une concurrence féroce entre les États et, évidemment, les États-Unis n'ont aucun mal à faire la course en tête. Mais les véritables vainqueurs de cette guerre économique sont les capitalistes. Il y a de l'argent, beaucoup d'argent à se faire dans la voiture électrique. Et non seulement ils sont arrosés de cadeaux, mais les États leur garantissent les profits en leur

livrant des travailleurs aux salaires rognés et aux conditions de travail toujours plus dures.

À Versailles, au sommet Choose France, Macron a énuméré les raisons que les capitalistes auraient d'exploiter les travailleurs ici plutôt qu'ailleurs : « Un cadre simplifié pour le licenciement économique », « de la flexibilité », « un coût du travail et des impôts patronaux en baisse »... Quoi de mieux pour un capitaliste ?

Mais pour nous, travailleurs, cela n'annonce que des sacrifices. Parce que nous aurons à payer la note des cadeaux faits à ce grand patronat pour qu'il daigne nous exploiter. Parce que nous continuerons à être mis en concurrence avec les travailleurs des autres pays et pressés comme des citrons. Et enfin, parce que nous subissons encore et toujours les méfaits d'une économie anarchique et incapable de répondre à nos besoins.

Oh, la France ne manquera pas de batteries pour équiper les futures voitures électriques ! Dans dix ans, nous en aurons peut-être même trop fabriqué car, évidemment, les capitalistes ne se concertent pas pour calculer le volume nécessaire. Mais, surtout, est-ce qu'il y aura bien de l'électricité pour charger les batteries ? Est-ce qu'il y aura des bornes ? Que fera-t-on des batteries usagées ? Personne ne le sait.

Rien de tout cela n'est organisé, car le capitalisme est le règne du marché, de la concurrence et de la propriété privée. C'est l'exact opposé de l'organisation et de la planification.

Aujourd'hui, tous les capitaux se ruent sur la voiture électrique et il en manque pour construire des logements. La même pénurie règne du côté des médicaments, et les familles de malades doivent courir les pharmacies pour trouver du paracétamol, des antiépileptiques ou de l'amoxicilline. C'est toute la stupidité et le gâchis d'un système qui n'est pas conçu pour répondre aux besoins de la population, mais pour réaliser du profit.

Macron peut cirer les bottes des magnats capitalistes. Mais tant que ce sont eux qui ont le pouvoir sur les capitaux et les grandes entreprises, l'économie sera gérée en dépit du bon sens.

Alors nous, travailleurs, nous n'avons sûrement pas à applaudir à leur dernière idée en date pour faire du profit. Nous avons à nous battre pour préserver ce qui nous est essentiel : notre salaire, notre emploi, notre logement, nos conditions de vie, avec la conscience que la domination de ces parasites n'a aucune légitimité.

Nathalie Arthaud



En 2022.

JACQUES WITT SIPA

## Macron : opposer les pauvres et ceux qui le sont moins

Macron a décidé de faire des œillades à ceux qu'il appelle « les classes moyennes », « ceux qui seraient trop riches pour être aidés et pas assez riches pour bien vivre » comme il dit. Visiblement, les appeler simplement « travailleurs » lui écorcherait la bouche.

Interviewé à TF1 lundi 15 mai, Macron a annoncé deux milliards d'euros de réduction d'impôts pour ces « classes moyennes ». Quand, combien, qui, comment ? Le mystère demeure. En même temps, le gouvernement annonce qu'il cherche à faire des

économies sur son budget. Car pour continuer de subventionner le grand patronat, tout en essayant d'éviter de trop accroître la dette publique, il restreint les dépenses publiques qui sont utiles à la population. Il faudrait être bien naïf pour penser qu'il va faire

le moindre cadeau aux travailleurs, quels qu'ils soient, même s'il les baptise autrement, alors même qu'il vient de s'attaquer à tous, des ouvriers aux cadres, avec sa réforme des retraites.

Cette propagande sur les « classes moyennes » vise à préparer le terrain pour les prochaines attaques contre les plus pauvres, notamment les chômeurs et ceux qui vivent du RSA. Les présenter comme des

privilegiés vivant sans rien faire permet de monter une autre partie de la population contre eux. Détourner le mécontentement de salariés dont le pouvoir d'achat est rongé par l'inflation vise à faire oublier que le gouvernement ne veut surtout pas contraindre le grand patronat à prendre sur ses profits pour augmenter les salaires.

Macron se multiplie maintenant dans tous les médias en répétant que tout

va mieux : pour lui, le chômage baisse, les emplois se créent, les impôts vont diminuer, les services publics s'améliorent, etc. Au même moment, les Restos du cœur et le Secours populaire ont de plus en plus de demandes. Désormais, disent les bénévoles, ce sont des salariés qui se présentent, faute de pouvoir finir le mois. Et cela suffit à dégonfler des heures de discours présidentiel.

Pierre Royan

## Plan de réindustrialisation : au bonheur des patrons

Jeudi 11 mai, Macron a présenté un plan de réindustrialisation, dont l'ambition affichée est de rivaliser avec celui décidé l'été dernier aux États-Unis par Biden, l'*Inflation Reduction Act (IRA)*. Il s'agit en fait d'un plan de subventions massives en faveur du patronat, principalement celui des grandes entreprises.

Le premier volet du plan comprend un nouveau crédit d'impôt : les industriels pourraient déduire 20 à 45 % de leurs investissements dans des domaines dits verts, comme les pompes à chaleur, les éoliennes, les panneaux solaires ou encore les batteries électriques. Cette mesure pourrait se cumuler avec le crédit impôt recherche, qui a déjà rapporté 6,84 milliards d'euros en 2020 aux patrons.

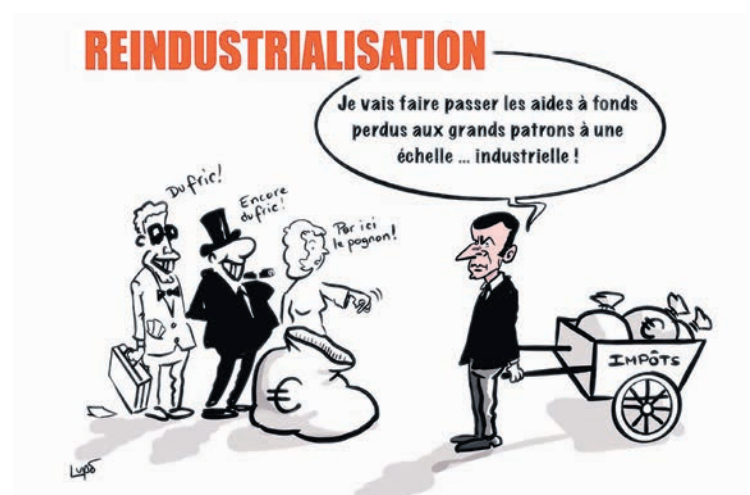
Cette annonce tombe opportunément, puisque plusieurs usines de batteries sont en projet. Ainsi, à Dunkerque, où Macron s'est rendu vendredi 12 mai, l'entreprise taïwanaise ProLogium a annoncé la construction d'une usine, en comptant sur l'aide financière de l'État qui se monterait à 1,5 milliard d'euros.

Un second volet du plan porte sur des subventions plus ciblées à l'achat d'une voiture électrique.

La mesure, Macron ne s'en cache pas, doit aider les industriels français et européens face à leurs concurrents, notamment chinois et américains.

L'État prendrait également en charge la construction de sites « clés en main », pour réhabiliter par exemple des friches industrielles. Les patrons pourraient ainsi obtenir des installations entièrement payées par l'État, c'est-à-dire par les impôts des travailleurs.

Lors du sommet « Choose France », Macron recevait à Versailles plus de 200 grands patrons de tous pays. Il entendait à cette occasion faire la promotion de son action, annonçant 28 projets et



13 milliards d'euros d'investissements. Il est beaucoup plus discret sur le montant des aides et avantages variés accordés à ces patrons riches.

Quant à l'écologie, Macron

ne s'en sert que lorsqu'elle peut justifier un plan massif d'aide aux patrons, une arme dans leur guerre économique contre les patrons étrangers.

Camille Paglieri

## À Dunkerque, de l'argent pour les patrons, la police pour les opposants

Vendredi 12 mai, Macron a passé moins d'une demi-journée à Dunkerque. Mais, ce fut un résumé de sa politique.

Tout d'abord, à l'usine Aluminium Dunkerque, l'horaire des équipes avait été changé de façon à fermer l'usine de 13 h 30 à la fin de la visite de Macron. L'auditoire qui l'écoutait et lui posait des questions était essentiellement composé de cadres triés sur le volet en bleus de travail bien neufs, renforcés par d'autres venant d'ArcelorMittal, d'EDF, de Dillinger, de Coca-Cola, de Renault, d'Astrazeneca. Bien entendu, il y eut l'annonce de l'arrivée de deux entreprises de fabrication de batteries et de leurs composants : ProLogium, un groupe taïwanais qui

promet 5,2 milliards d'investissement et 3 000 emplois ; XTC, une entreprise chinoise associée à Orano, 1,5 milliard et 1 700 emplois. Combien l'État et les

collectivités locales vont-ils payer pour ces créations ? Macron n'a pas donné de chiffres. Mais ce qu'il a dit en donne une idée. Pour la décarbonation d'industries existantes, l'État subventionnera en versant les milliards nécessaires « quasiment à moitié, parfois

un peu plus », une mesure demandée par ArcelorMittal depuis des mois. Pour l'apprentissage, on a su que « c'est quasiment les aides qu'on fait qui couvrent les coûts ». Sans compter tous les investissements publics dans le port, les infrastructures et aussi les EPR qui devraient produire l'électricité indispensable.

Sous ses prétentions d'être soucieux de l'emploi et d'apporter le bien-être aux travailleurs par la réindustrialisation, Macron était venu assurer le patronat de son soutien financier et politique permanent.

Dans le même temps, le centre-ville de Dunkerque était bunkerisé dès le matin et la population rigoureusement tenue à l'écart de sa

venue à la Communauté urbaine par 1 500 CRS et gendarmes mobiles, des hauts barrages, la fermeture des services publics. Cette ambiance d'état de siège était odieuse et ridicule.

Il y eut cependant deux rassemblements rythmés par des casserolades et des slogans regroupant quelques centaines de manifestants n'acceptant pas la retraite à 64 ans. Mais il ne leur était pas possible de sortir avec des chasubles ou des drapeaux syndicaux des lieux où ils étaient confinés.

Pour les patrons, l'argent à gogo, pour les travailleurs qui ne veulent pas baisser la tête, la police : cela résume une politique.

Correspondant LO



CAPTURE D'ÉCRAN FRANCE 24

## Saint-Brévin : l'extrême droite en campagne

La démission mercredi 10 mai de Yannick Morez, maire divers droite de Saint-Brévin-les-Pins, en Loire-Atlantique, suscite une émotion car elle est ressentie comme un succès de l'extrême droite.

Cette démission fait suite à toute une campagne menée par une fraction de l'extrême droite contre l'installation dans la commune d'un centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada). Des partisans de Zemmour et d'autres représentants des courants les plus activistes de l'extrême droite ont fait de l'installation des Cada, dont la localisation est décidée par l'État sous réserve de l'accord de la municipalité, un cheval de bataille depuis plusieurs mois. En janvier déjà, la municipalité de Callac, dans les Côtes-d'Armor, avait abandonné un projet d'accueil de réfugiés sous leur pression. La municipalité de Bêlâbre, dans l'Indre, est, elle aussi, le théâtre de manifestations.

À Saint-Brévin-les-Pins, où

le Cada est établi depuis 2016, l'extrême droite n'a jamais réussi à mobiliser beaucoup de monde, et même moins que les partisans du Cada. En revanche, des adeptes de l'Action française, de Civitas, des gros bras classés à l'ultradroite de toute la région, voire de toute la France, ont convergé vers cette ville. Il y a eu des courriers anonymes et des menaces de mort, l'apogée de cette campagne étant l'incendie criminel au domicile de Yannick Morez le 22 mars, ce qui n'a pas empêché la préfecture d'autoriser une nouvelle manifestation d'extrême droite le 29 avril. Ces agissements se sont succédé pendant trois mois sans réaction notable ni du préfet ni du gouvernement.

Depuis la démission de Yannick Morez, Macron a

condamné des « attaques indignes », et la Première ministre Elisabeth Borne devait le recevoir à Matignon mercredi 17 mai. Maintenant qu'il a démissionné, l'ex-maire n'a jamais reçu autant de messages de soutien. Même Le Pen et Zemmour se sont démarqués des actes criminels, maintenant qu'ils sont sur la place publique. Mais qui encourage les petites frappes d'extrême droite ou les fous de Dieu se croyant en croisade sinon le gouvernement lui-même ? Lors d'une de ses dernières interventions télévisées, Macron a entonné pour la énième fois le refrain contre l'immigration. À Mayotte, à des milliers de kilomètres de Saint-Brévin-les-Pins, Darmanin a mis en scène une chasse aux pauvres et aux migrants pour la montrer à tout le pays. Et puis, combien sont-ils parmi les troupes de la police ou de la gendarmerie,



FACEBOOK YANNICK MOREZ

Les voitures du maire incendiées.

parmi les hauts fonctionnaires, notamment parmi le corps préfectoral, à être gangrenés peu ou prou par les préjugés anti-migrants, voire par le racisme, et à montrer de la bienveillance pour les violences quand elles viennent de l'extrême droite ? Il n'y a qu'à regarder où sont allés les voix des policiers et gendarmes aux dernières élections présidentielles pour comprendre qu'aucune protection ne viendra de ce côté.

Elisabeth Borne a parlé des violences faites aux élus à propos du maire de Saint-Brévin-les-Pins et préparerait des dispositions pour mieux les défendre. C'est aussi une façon de minimiser la violence

d'extrême droite et lui montrer bien de l'indulgence. Cette violence vise les migrants et les immigrés en général car, derrière les maires prêts à accueillir des Cada, ce sont eux qui sont visés. Demain, elle pourrait menacer toute la classe ouvrière, dont migrants et réfugiés avec ou sans papiers font partie, si l'extrême droite s'enhardissait au point d'être considérée par le patronat comme un recours pour le maintien de l'ordre. Pour se défendre, les travailleurs français et immigrés, côte à côte, ne pourront compter que sur leurs capacités à s'organiser, certainement pas sur le gouvernement et ses troupes de répression.

**Boris Savin**

## Loi anti-immigration : rivalités entre démagogues

Annoncée pour l'hiver 2022, repoussée une première fois, découpée en deux pour recoller les morceaux de la majorité parlementaire, puis enterrée par Borne fin avril, le gouvernement vient d'annoncer le retour de sa loi contre l'immigration.

Confronté à la surenchère de la droite et de l'extrême droite, le gouvernement ne sait pas sur quel pied danser et hésite à leur

abandonner le terrain de la démagogie anti-immigrés. En effet, après que Borne a annoncé que le gouvernement ne proposerait pas

de loi sur l'immigration, les députés et sénateurs LR s'étaient engagés dans la préparation de leur propre texte. D'où la volte-face de la Première ministre, qui a finalement invité Darmanin à présenter dès juillet un projet au Parlement.

Mais ces calculs politiques et ces manœuvres parlementaires vont avoir des conséquences pour les milliers de travailleurs immigrés et leurs familles, qui sont exploités ici et qui vont voir leurs conditions de vie rendues plus difficiles.

Il y a aussi, au-delà des péripéties de la vie politique, une stratégie développée par Macron et l'ensemble de ses prédécesseurs, de droite comme de gauche : alimenter en permanence l'idée que l'immigration met le pays en danger, car c'est la façon la plus commode d'affaiblir le camp ouvrier en le divisant et de détourner la colère des travailleurs de leurs véritables ennemis, les capitalistes.

**Sacha Kami**



Nos lecteurs écrivent

### Misère et guerre entre pauvres à Mayotte

L'opération Wuambushu, à Mayotte, entame sa quatrième semaine. Chez tous les sans-papiers de l'île, la peur règne. Le marché populaire du dimanche à Mamoudzou a disparu, car les vendeurs craignent de se faire arrêter. « On ne va pas se jeter dans la gueule du loup », comme dit l'un d'eux, mais en se demandant aussi comment il va pouvoir survivre sans son gagne-pain.

Au lycée où je travaille, les cours ont repris après les vacances de printemps, mais avec seulement la moitié des élèves. Les autres soit ont été arrêtés, soit se cachent pour tenter d'échapper aux contrôles. Ceux qui viennent racontent les grenades lacrymogènes lancées dans leur maison, la fuite dans la campagne autour pour éviter d'être asphyxié, les flics qui les arrêtent et leur demandent de dénoncer leurs parents. Et, dans ce contexte, la hiérarchie nous demande de faire passer les examens

blancs, comme si de rien n'était, en bons petits soldats de l'appareil d'État.

En dehors de l'école, la situation se dégrade encore. Des collectifs citoyens, galvanisés par la députée Estelle Youssouffa, bloquent l'entrée des dispensaires et de l'hôpital pour protester contre la suspension des expulsions. Les plus pauvres, de toutes les nationalités, se retrouvent donc privés de soins. L'entrée de la préfecture est elle aussi bloquée par ces collectifs, pour empêcher les sans-papiers qui ont rendez-vous d'aller effectuer leurs démarches. Tout cela se passe avec le soutien tacite de la police et de la préfecture, qui se gardent bien d'intervenir. La guerre entre pauvres, qui dédouane complètement l'État français de toute responsabilité vis-à-vis de la misère qui règne sur l'île, voilà qui convient parfaitement à ces garants de l'ordre bourgeois.

**Un enseignant de Mayotte**



Dans la manifestation de Paris, le 29 avril.

# Retraites : cirque parlementaire ou lutte de classe ?

**Alors que Macron et ses ministres s'agitent pour tenter de tourner la page des retraites, ils doivent gérer une énième péripétie parlementaire : le projet de loi présenté le 8 juin par le groupe Liot contre le passage à 64 ans.**

Le groupe Liot regroupe des députés divers et variés, comme Estelle Youssoufa, élue de Mayotte et favorable à l'opération Wuambushu de Darmanin, ou Charles de Courson, qui a soutenu Juppé ou Bayrou dans le passé et défendait alors la retraite à 64 ans. Mais, devant l'impopularité de la loi Macron et pour attirer un peu la lumière, ces obscurs députés avaient déposé en avril la motion de censure commune des oppositions. Profitant des subtilités du règlement du Parlement, ils ont récidivé en déposant un

projet de loi interdisant de travailler au-delà de 62 ans.

Aujourd'hui, les macronistes se tâtent pour savoir comment franchir cette péripétie : dégainer l'un des nombreux articles constitutionnels qui leur permettent de ne pas mettre cette loi au vote, faire durer les débats toute la journée du 8 juin, ou prendre le risque que ce texte soit voté, en sachant qu'il sera de toute façon rejeté par le Sénat, favorable aux 64 ans. Les macronistes ont l'embarras du choix, tant les institutions permettent de faire passer en

force les coups contre les travailleurs.

C'est pourtant cette échéance que l'intersyndicale a choisie pour organiser la 14<sup>e</sup> journée de mobilisation contre la réforme des retraites, le 6 juin. Ce n'est ni nouveau ni une surprise. Depuis le début, l'axe des dirigeants syndicaux a été de faire pression sur les députés, de les exhorter à voter la motion de censure, puis de s'en remettre au Conseil constitutionnel. L'insuccès a été au rendez-vous, mais ce n'était pas de la naïveté : c'est la volonté de mettre dans la tête des travailleurs, radicalement opposés à la dégradation de leurs conditions d'existence, qu'ils ne doivent espérer d'issue que dans les institutions.

Pour les directions syndicales, le problème se limitait à Macron et à sa politique, ce qui revenait à épargner le grand patronat, qui répercute sur les travailleurs les conséquences de la guerre économique acharnée qu'il mène. Pour les chefs syndicaux, les manifestations et les grèves devaient servir à démontrer aux dirigeants politiques qu'ils doivent compter avec eux et les recevoir. Ce n'est pas un moyen de mobilisation entre les

travailleurs, c'est un moyen de pression entre les mains des directions syndicales.

Celles-ci ont toutes accepté les rencontres bilatérales proposées les 16 et 17 mai par Élisabeth Borne, qui prétend « *redonner sa place à la négociation et au dialogue social* ». Pourtant, au même moment, Macron porte de nouveaux coups visant les chômeurs, les titulaires du RSA, les lycées professionnels. La seule chose qu'il veut bien

discuter, et encore, c'est quel coup sera porté en premier.

Les millions de travailleurs qui se sont mobilisés depuis le mois de janvier, parfois pour la première fois, toutes catégories confondues, tous ceux qui continuent le combat et refusent de se résigner, doivent tirer bien d'autres leçons de cette expérience : ils doivent compter sur leur force collective et n'ont rien à attendre des institutions.

**Xavier Lachau**



À Paris, le 1<sup>er</sup> Mai.

## Le minimum en attendant la retraite

Malgré une baisse du nombre d'allocataires du RSA ces deux dernières années, le département de l'Aisne a prévu en 2023 un budget équivalent à celui de 2022. Conséquence de la réforme des retraites, les allocataires du RSA qui auraient dû la toucher à 62 ans devront attendre.

Après la réforme des retraites de 2010, le passage de l'âge de départ de 60 à 62 ans avait fait augmenter d'environ 150 000, au niveau national, le nombre de personnes vivant avec une pension

d'invalidité, et de 80 000 le nombre de celles vivant des minima sociaux. Du fait de la réforme actuelle, ce sont encore des dizaines de milliers de travailleurs malades, invalides ou sans emploi qui devront survivre avec les minima sociaux, en attendant de toucher une petite retraite.

Élisabeth Borne prétend qu'il y en aurait moins qu'en 2010, mais les départements savent à quoi s'en tenir, et l'ont déjà prévu dans leur budget.

## RSA : nouvelles attaques programmées

**Olivier Dussopt, ministre du Travail, était à Laon jeudi 11 mai pour lancer l'expérimentation de la réforme du RSA, qui rendra obligatoire de faire 15 à 20 heures d'activité par semaine pour toucher cette allocation.**

L'Aisne, comme dix-huit autres départements, expérimente cette réforme, qui devrait d'abord concerner 3 000 personnes du bassin d'emploi de Laon, avant une généralisation aux 16 000 allocataires du RSA du département.

Les allocataires devraient suivre un pré-tendu parcours d'insertion et être accompagnés pour lever les « freins à l'emploi », comme l'absence de permis de conduire, les problèmes de logement, de garde d'enfants. Pour aider ces milliers de personnes, Pôle emploi, qui va devenir France travail, la mission locale et le conseil départemental

de l'Aisne vont embaucher seulement une vingtaine de personnes supplémentaires.

L'allocataire se verra imposer 15 à 20 heures d'activité, formation ou travail. Élisabeth Borne a précisé samedi 13 mai à La Réunion (qui expérimente aussi le nouveau RSA) qu'il y aura bien des sanctions si le contrat n'est pas respecté. Et elle a insisté sur le « *contexte où on sait qu'il y a beaucoup d'entreprises qui cherchent à recruter et qui disent qu'elles n'y arrivent pas* ». Il s'agit donc bien de fournir de la main-d'œuvre gratuite aux patrons qui le voudront.

Ce n'est pas la première fois que les gouvernements

essaient de contraindre les allocataires du RSA à fournir un travail, sous peine de perdre leur allocation. Le « contrat d'insertion » était déjà prévu à la création du RMI, en 1988. Différentes expérimentations ne se sont jamais généralisées. Les patrons n'ont pas été convaincus d'embaucher des centaines de milliers de

travailleurs dans des situations particulièrement difficiles, et l'État n'a jamais mis les moyens pour résoudre les problèmes de garde d'enfants, de logement, de déplacement, de santé, qui empêchent beaucoup de travailleurs d'accéder à l'emploi.

La réforme ira-t-elle cette fois au-delà de l'effet

d'annonce ? L'essentiel pour le gouvernement est de toute façon de désigner une nouvelle fois les plus pauvres comme des assistés, qui ne voudraient pas travailler et coûteraient cher à la collectivité. C'est à la fois une diversion politique, face au mécontentement qui se développe dans la population, et un moyen de faire des économies, en coupant les allocations à certains.

Dussopt a été accueilli à Laon par une centaine de manifestants, munis de casseroles et de sifflets. Ils ont fait face à des policiers et gendarmes au moins aussi nombreux qu'eux, preuve que le ministre est bien conscient que ni la réforme des retraites ni les autres attaques contre le monde du travail ne passent auprès des travailleurs.

**Hélène Comte**



## Trimestre anti-inflation : info ou intox ?

**Les prix en supermarché « ont commencé à baisser » : telle est l'affirmation d'Olivia Grégoire, la ministre déléguée au Commerce.**

Selon les chiffres de la Direction de la concurrence (DGCCRF) du ministère, « en moyenne, depuis sept semaines, les prix des produits (de marque distributeur) ont baissé de 13% dans le panier ». À l'en croire, ces paniers anti-inflation, négociés à la mi-mars par le gouvernement avec certaines enseignes de la grande distribution, seraient la solution au problème du pouvoir d'achat des classes populaires. Ils pourraient être prolongés d'un trimestre.

Cette belle histoire est trompeuse. De son propre aveu, la DGCCRF n'envoie pas d'agents dans les grandes surfaces pour surveiller les prix : elle se base sur les données transmises par les enseignes elles-mêmes, qui choisissent ce qu'elles mettent dans leur panier, puis se font leur propre publicité au travers de cette opération

gouvernementale. On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

L'UFC-Que choisir, de son côté, organise un relevé des prix dans les magasins, ce que l'État renonce à faire, pour éviter les mauvaises nouvelles. Selon cette association de défense des consommateurs, les prix des produits inclus dans les « paniers » en question sont à peu près stables depuis le début de l'opération anti-inflation. Mais ils sont au plus haut, après plus d'un an d'inflation continue et n'ont pas du tout baissé.

Ces paniers supposés contenir les articles les plus courants n'incluent pas les produits de marque. Bizarrement, Carrefour a mis les cintres et les charrettes dans sa composition. D'autres distributeurs y mettent des alcools. Dire que ces paniers sont faits de produits de première

nécessité, c'est au moins aller un peu vite.

En fait, la grande distribution s'est saisie de cette communication gouvernementale autour de la lutte contre l'inflation pour ses propres opérations commerciales, alors que les promotions des grandes surfaces n'ont jamais fait baisser les prix. Elles servent à attirer les clients dans les magasins avec quelques offres alléchantes – et encore ce sont parfois des arnaques car, derrière des prix en baisse peuvent se cacher des quantités en baisse encore plus grande – pour les assommer lors du passage en caisse avec un chariot plein pour la semaine.

Ce n'est ni du gouvernement ni des capitalistes du commerce que les travailleurs peuvent attendre une amélioration de leur pouvoir d'achat. Il faudra se débarrasser de ces deux types de brigands.

Lucien Déroit



## Hausse des prix et cinéma gouvernemental

**Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances, a réuni jeudi 11 mai les patrons de la grande distribution. Tous sont tombés d'accord pour dénoncer la responsabilité des industriels de l'agroalimentaire.**

Le Maire a même menacé de sévir aussi durement que contre les grands groupes de l'énergie. C'est tout dire. Vu les bénéfices de ces derniers, ce ne sont sans doute pas ces déclarations qui empêcheront les capitalistes de l'agroalimentaire de dormir. Mais cette réunion au sommet a aussi été l'occasion de célébrer la réussite du trimestre anti-inflation débuté en mars. Cinq enseignes de la grande distribution s'étaient engagées à constituer un panier de produits de consommation courante – 50 à 150 selon les enseignes – et à limiter leur hausse de prix. Cette opération se serait traduite par une baisse de 13% du prix des produits concernés. Cela n'a pas empêché, d'après l'Insee, les prix de la grande distribution d'augmenter de 2,9% en moyenne, juste pour les deux mois de mars et avril

(+ 3,2% pour l'alimentaire).

D'une façon générale, sur ces deux premiers mois du prétendu trimestre anti-inflation, les prix du beurre, du riz, des pâtes, du cous-cous, des pommes de terre, du sucre et des jus de fruit ont encore augmenté de 4% ou davantage. Les prix du tabac, des vêtements et des chaussures, moins touchés jusque-là par l'inflation, ont respectivement décollé de 8% et de 9%.

Les grands groupes appliquent l'échelle mobile des profits et modifient leurs prix de façon à les maintenir ou les accroître en toutes circonstances. Aux travailleurs de se fixer comme objectif d'imposer l'échelle mobile des salaires, c'est-à-dire leur augmentation automatique en fonction de la hausse des prix.

Sacha Kami

## Logement : la crise s'aggrave

**L'Union sociale pour l'habitat, qui regroupe les organismes de HLM, a recensé pour fin 2022 un total de 2 423 000 ménages en demande d'un logement social, soit pour y accéder, soit pour en changer. Ce chiffre est en augmentation de 7% en un an et de 20% par rapport à 2016.**

Dans le même temps, la construction de HLM diminue, du fait des multiples ponctions qu'ils subissent de la part de l'État et de la hausse des taux d'intérêt qui alourdit les remboursements des sommes empruntées. Moins de 100 000 HLM ont été lancés en 2022, dont 30 à 35 000 seulement correspondent à la catégorie de loyers les moins élevés.

Dans le secteur privé, le bilan est aussi à la baisse et, parmi les 441 400 dont la construction a été autorisée entre avril 2022 et avril 2023, beaucoup sont de moins en moins accessibles financièrement. Alors que le pouvoir d'achat des salariés baisse ou s'écroule, les grands groupes de la construction et de l'immobilier comme Bouygues et Nexity répercutent l'augmentation du prix des

matériaux de construction, profitant même de la pénurie de logements pour augmenter leurs prix.

Comme le titrait le 4 avril un article du journal *Les Échos*, « produire du logement abordable » constitue une « équation quasi impossible ». Dans ce contexte, les promoteurs immobiliers craignent que des programmes de logements leur restent sur les bras. Ainsi, sur les trois premiers mois de l'année, Nexity a enregistré une diminution de 19% des réservations de logements neufs par rapport à l'an dernier.

Pour débarrasser les promoteurs d'une partie de leurs invendus, la Caisse des dépôts, banque d'État, est entrée en pourparlers avec eux, comme elle l'avait déjà fait lors de la crise de 2008 et pendant celle du Covid. Elle



va leur racheter 17 000 logements, certains n'existant encore que sous forme de programmes à construire, d'autres déjà en chantier. Parmi eux, 5 000 sont qualifiés de sociaux, sans garantie qu'ils seront à des loyers accessibles. Cela n'empêche pas la Première ministre, Élisabeth Borne, de présenter ce énième plan de secours aux promoteurs immobiliers comme une mesure pour améliorer l'accès au logement.

Jean Sanday

### Nouvelles parutions

**Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique**  
Organisation des travailleurs révolutionnaires – Haïti  
332 pages – 15 euros  
Édité par Lutte ouvrière

**Le capitalisme nuit gravement à la santé de l'humanité**  
Dessins de Lupo  
84 pages – 8 euros  
Édité par Lutte ouvrière

**Les socialistes en France de 1871 à 1914**  
Thomas Rose  
2 tomes – 8,20 euros chacun  
Édité par Les Bons Caractères

En vente à la fête de Lutte ouvrière





# La fête de Lutte ouvrière

Samedi 27, dimanche 28 et lundi 29 mai à Presles



## Trois jours de fraternité

Dans une situation politique marquée par les attaques du gouvernement, la crise économique mondiale et les menaces de guerre, la fête de Lutte ouvrière sera une grande bouffée d'air.

Ceux qui refusent de se

résigner sont nombreux, trois mois de mobilisation contre la réforme des retraites l'ont montré, et cela est une source d'espoir.

Ces trois jours d'échanges, de joie et de fraternité seront aussi

l'occasion de se retrouver pour tous les travailleurs conscients de partager les mêmes intérêts contre leurs exploités par-delà les frontières, les mêmes idées communistes, internationalistes et révolutionnaires.

## Au Grand Podium et au Théâtre de verdure

### Samedi

- **Graines de sel**, chanson française, influences rock
- **Les Dames de la Joliette**, chansons de combat des rives de la Méditerranée
- **Sidi Wacho**, cumbia-hip-hop-Balkan
- **"La Belle Hélène"**, par Les Moyens du Bord
- **Chillpac**, neo soul
- **Fanchon Daemers**, chante Raoul Vaneigem
- **Barbara Bordes**, poèmes d'hier et d'aujourd'hui
- **Chla-Mydia**, chansons féministes
- **Frent**, rock

### Dimanche

- **Évelyne Gallet**, chansons irrévérencieuses
- **Yves Jamait**, chanson française
- **Blick Bassy**, indie pop/afro-soul
- **Cumbia Ya!**, cumbia colombienne
- **Arnaud Dupont**, piano
- **"La Belle Hélène"**, par Les Moyens du Bord
- **Alvaro Bello Grupo**, jazz latino
- **La clown Olga Zelle**
- **Laurent Larcher Trio**, jazz
- **DJ RM**, electro dance music

### Lundi

- **HYL**, rap
- **The Moonlight Swampers**, reprises rock
- **That's All Folk**, folksongs
- **Le Cabaret Lip**, par la Compagnie L'Occasion
- **Booze & Riots**, irish folk
- **Blues Non Stop**, reprises blues



CUMBIA YA



STÉPHANE KERRAD



PHILIPPE HAUGET



HYL

## Village médiéval

Forge médiévale, calligraphie, vannerie, travail du bois, herboristerie, travaux d'aiguilles, démonstrations de techniques de combat, de lutte ou de dague...

### Spectacles

- **Le procès du Cochon**,
- **les Voleurs de feu**,
- **escrime médiévale**,
- **jeux médiévaux**,
- **acrobatie**,
- **jonglerie...**

### Bal folk



### Conférences sur le Moyen Âge

**Cyril Marconi** : le développement de la justice pénale dans les villes  
**Julie Pilorget** : la condition des femmes  
**William Blanc** : le mythe du roi Arthur Robin des Bois, histoire et légende.  
**Mathieu Scherman** : le travail à l'époque médiévale



PHOTOS LO

**Meetings de Nathalie Arthaud**  
 dimanche et lundi à 15 heures

## Préhisto-parc

### Conférences avec des archéologues

**Olivier Blin** : la cuisson des céramiques • **Philippe Lorquet** : le fer, des étoiles au haut-fourneau • **Maxime Remicourt** et **Sarah Beiger** : les statuettes en argile • **François Desset** : le plateau iranien et l'émergence de la civilisation • **Anne Hauzeur** : la fouille du cimetière du Vigneau • **Vincent Mourre** : l'art préhistorique

### Mini-conférences et ateliers

Les classes sociales et l'État en Égypte ancienne • Les Papous de Nouvelle-Guinée • Le tour de potier • Évolution biologique et culturelle • S'initier aux fouilles • L'apport du feu au développement de l'humanité • Le four à céramique • Initiation au tissage • La diversité des couleurs de peau et ses origines • Histoire de la préhistoire

## Carrousel de la Connaissance

### Luttes des classes et démocratie

Spectacle audiovisuel de 45 minutes

## Expositions

### Images de travailleurs en Argentine

Photographies de Dani Yako



L'Iran • Le capitalisme, c'est la guerre • L'impérialisme

en Afrique • La Chine • Les grèves dans les hôpitaux de Rhénanie • Quand la CGT était révolutionnaire • Pourquoi sommes-nous trotskystes • La longue lutte des Noirs américains • Les migrants refoulés par l'Europe • La crise écologique et climatique • Italie, les années rouges, le fascisme et la guerre...

**Les fêtes de Lutte ouvrière en photos**  
**Diaporama numérique**

## Côté pratique

La fête se déroule à Presles, dans le Val-d'Oise, le week-end de la Pentecôte : le samedi 27 mai de 11 h à 23 h, puis sans interruption du dimanche 28 mai à 9 h au lundi 29 mai à 20 h.

### La carte d'entrée

La carte est valable pendant les trois jours de la fête. Elle coûte 20 euros en prévente jusqu'au 24 mai au soir, 25 euros ensuite et sur place. L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés.

### Les bons d'achat

Pour obtenir à l'avance 20 % de réduction sur vos dépenses, des bons d'achat sont disponibles. Payés 4 euros, ils valent 5 euros pendant la fête.

Cartes et bons d'achat sont disponibles auprès de nos militants et sur Internet.

**Renseignements, programme, vente de cartes et bons**  
**fete.lutte-ouvriere.org**

# La fête de Lutte ouvrière

## Tous les stands

### Place de l'Églantine et allée de la Diane

- 2 Sous les pavés, les pages (bouquiniste)
- 3 Buvette de l'Églantine
- 4 Restaurant de l'Églantine
- 5 Le mini-golf
- 6 Manhattan bar
- 7 Tir à plomb (chantiers de l'Atlantique Saint-Nazaire)
- 8 Tir à l'arc (Sanofi Vitry-sur-Seine)
- 9 Lutte ouvrière – renseignements de la Diane
- 10 Les ballons de la Fête
- 11 La halle aux jeux
- 12 The Spark
- 13 Old West Diner
- 14 Orienthé-vous (Allier)
- 15 Broadway Music Hall

### Place du Grand Podium

- 16 Serpent à lumière
- 17 Accueil Nord
- 18 Chorba – thé – gâteaux (Maubeuge – Fourmies)
- 19 La Carbonnade des camarades
- 20 Aux Moules frites
- 21 Disques
- 22 Le manège enfantin
- 23 Starbalète
- 24 La mare aux canards
- 25 Marionnettes
- 26 Exposition photos
- 27 À vos pinceaux
- 28 Quiches et tartes lorraines (Renault-Sovab Metz)
- 29 BRAsserie – Bund Revolutionärer Arbeiter (UCI Allemagne)
- 30 Accueil Est
- 31 Accueil Bourgogne
- 32 Visites guidées de la Fête
- 33 La fondue (Le Creusot Châlons-sur-Saône)
- 34 Village des comités
- 35 La halle aux jeux du cèdre
- 36 Food Truck (Avallon, Sens, Auxerre)
- 37 Barbe à papa
- 38 Jus de fruits Milk-shakes
- 39 Escargots
- 40 Crêpes canadiennes (Compiègne, Beauvais)
- 41 Fraternité à la menthe
- 42 Badge avenue
- 43 Bonbons (Hôpital d'Angers)
- 44 Harengs de la Baltique
- 45 Cartes postales (EDF)
- 46 Buvette du Grand podium
- 47 Restaurant du Grand podium
- 48 Flammekueche (SNCF Strasbourg)

### Place Karl Marx

- 49 Gaufres de Liège et bières belges fruitées (Strasbourg)
- 50 Dédicaces du chapiteau Karl Marx
- 51 Au partage des profruits
- 52 La Dolina (Solystic Bagneux)
- 53 Accueil des tout-petits
- 54 Gargote des tout-petits
- 55 Ici, c'est l'andouillette (Safran)
- 56 Brin de fantaisie (Hôpital Sainte-Anne)
- 57 Mini pénalty
- 58 Mets les formes
- 59 Billard électrique
- 60 Accueil Le Mans, Chartres
- 61 Sardines grillées

### Esplanade du château

- 62 Maffé – Spécialités africaines
- 63 UATCI (Afrique-UCI)
- 64 Animations
- 65 Sinif Mücadelesi (Turquie-UCI)
- 66 Café turc – Döner Kebap
- 67 Buvette du phare
- 68 Le P'tit déj du port
- 69 Pizza, aïoli
- 70 Soupe aux choux
- 71 Accueil Sud Est
- 72 Lutte ouvrière – renseignements du Château
- 73 L'Internazionale (Italie-UCI)
- 74 OTR (Haïti-UCI)
- 75 Marmite haïtienne
- 76 Combat ouvrier (Antilles-UCI)
- 77 Menus d'Isles

### Place la Guinguette

- 78 Mur d'escalade « les montagnes russes »
- 79 On en fait des caisses
- 80 Indoustand
- 81 Île de la Réunion
- 82 Guinguette
- 83 Café de la Guinguette (CAF Paris)
- 84 Couscous
- 85 Resto-buvette des cheminots (SNCF)
- 86 Espace préhistoire
- 87 Espace céramique
- 88 Espace métallurgie
- 89 Barbouille
- 90 Échecs et Marx
- 91 Cirque Ühler
- 92 Site de fouille
- 93 Jeux sur un plateau
- 94 Ici, on bulle
- 95 Lutte ouvrière – renseignements de la Guinguette
- 96 La coupe est pleine
- 97 Accueil Champagne-Ardenne

## Les cinq librairies

- La librairie du château
- La cité du roman
- La librairie de la Cité des sciences
- Sous les pavés, les pages (livres d'occasion)
- Le stand Toutes les publications de Lutte ouvrière.



## Animations

- Grand bal du dimanche soir
- Le feu d'artifice
- Le Cirque Ühler
- Le manège
- Le Petit train
- Le Fil tendu
- Le mur d'escalade
- La flash-mob
- La pyramide de caisses
- La musique dans les allées
- La simultanée d'échecs...

## Arboretum

**110 essences** du monde entier • **8 visites** : Les écorces • L'arbre, quel être étonnant ! • Les arbres voyageurs • L'arbre sensuel • L'arbre et les poètes • Dix arbres, dix histoires et une surprise ! • Le sexe sans complexe • À l'écoute des oiseaux de l'arboretum • **Conférence de Jérôme Rousselet**, entomologiste : arbres d'ici, insectes d'ailleurs • **Documentaire** : *Le Génie des arbres* • **Exposition** de l'association A.R.B.R.E.S. • **Ateliers de la cabane**

## Cinémas

• **Les Harkis**, de Philippe Faucon. • **De nos frères blessés**, de Hélier Cisterne. • **Annie colère**, de Blandine Lenoir. • **R.M.N.**, de Cristian Mungiu. • **Les miens**, de Roschdy Zem. • **Nos frangins**, de Rachid Bouchareb. • **La conspiration du Caire**, de Tarik Saleh. • **La nuit du 12**, de Dominik Moll. • **Tirailleurs**, de Mathieu Vadepied.

**Documentaires** : **Claude McKay, de Harlem à Marseille**, de Mathieu Verdeil \* **1871, La commune – Portraits d'une révolution**, de Cédric Condon \* **Mauvaises filles**, de Emerance Dubas \* **The Wobblies**, de Stewart Bird et Deborah Schaffer \* **The rebellious life of Mrs Rosa Parks**, de Johanna Hamilton et Yoruba Richen \* **Le**

**Parti du cinéma**, de Pauline Gallinari et Maxime Grember \* **19 mois de lutte des trois piquets de grève des Sans-papiers** (collectif)

### Nocturne en plein air :

pendant la nuit du dimanche au lundi, si le temps le permet.





# La fête de Lutte ouvrière

## Parcours dans les arbres

Un parcours homologué pour se faire peur en toute sécurité, sous la surveillance de moniteurs diplômés : tyroliennes, ponts de singe, échelles... Trois parcours de difficulté progressive. **Accessible sous conditions** d'âge (14 ans minimum) et de taille (1,50m minimum). Tarif : 5€

- 98 Fleurs de terre (minéraux)
- 99 Une souris rouge (RATP)
- 100 Tir à la patate (Banque de France Paris)

### Allée de la libération des femmes

- 101 Tipi
- 102 Fléchettes
- 103 Lutte ouvrière renseignements

- 104 Accueil Centre (Orléans, Montargis, Bourges, Vierzon, Nevers, Limoges)
- 105 Jambon du Morvan (Aulnay sous Bois)
- 106 Le monde à la carte (Angers, Cholet)
- 107 Accueil Tours, Angers, Poitiers, Cholet
- 108 Dolce Vita (CHU Rouen)

- 110 Le grain de folie (Limoges)
- 111 Le frondeur du Poitou
- 112 Salades gourmandes (Orléans)
- 113 Gaufres Picardes (Amiens)
- 114 Restaurant
- 115 Tea break
- 116 Workers'Fight (Grande Bretagne-UCI)
- 117 Accueil Bretagne Normandie
- 118 Buvette
- 119 Brochettes grecques (Air France)
- 120 Voz Obrera (Espagne-UCI)
- 121 Puce Rouge

- 150 Les Amies et amis de la Commune 1871
- 151 Parti communiste d'Iran
- 152 OKDE (Grèce)
- 153 Tendance Marxiste Internationale
- 154 Librairie : toutes les publications de Lutte ouvrière

### Place des cinémas

- 155 Lutte ouvrière renseignements
- 156 L'entracte (accueil cinémas)
- 157 Crêperie bretonne (Rennes)
- 158 L'huître ouvrière
- 159 Palet des jeux
- 160 Churros y chocolate (Air France)

### Esplanade des Sciences

- 122 Express café (ex Roussel Uclaf)
- 123 Charlottes (La Poste Paris)
- 124 Foot et vélos en folie (Lyon)
- 125 Bowling (La Poste Paris 14)
- 126 Le temps des fraises (Banque Postale Paris IdF)
- 127 Lutte ouvrière renseignements de l'Esplanade
- 128 Confit social
- 129 Brick à l'œuf (PSA - Stellantis Poissy)
- 130 Accueil Bordeaux, Angoulême, Perpignan, Toulouse
- 131 Billard (La Poste Paris)
- 132 Cafétéria du chapiteau scientifique

### Cité politique

- 133 Tendance bolchévique Internationale
- 134 Parti ouvrier indépendant démocratique (POID)
- 135 Prospettiva Marxista (Italie)
- 136 Gauche révolutionnaire
- 137 Pathfinder
- 138 Nouveau parti anticapitaliste (NPA)
- 139 Socialist Fight (Grande Bretagne)

- 140 CNT-SO
- 141 Cermtri
- 142 Lotta Comunista
- 143 Tendance bolchévique
- 144 Révolution permanente
- 145 Bir-Kar (Turquie)
- 146 Groupe marxiste internationaliste
- 147 Socialisme ou Barbarie
- 148 Ligue pour la Quatrième internationale
- 149 Mouvement communiste

### Cité des arts

- 161 Tapas, tortillas et lutte de classes
- 162 Paella valenciana
- 163 Buvette
- 164 Mosaïques
- 165 Studio 2
- 166 Sculpture
- 167 Atelier sculpture
- 168 Petit salon
- 169 Atelier de peinture
- 170 Studio 1

### Place Octobre 17

- 171 Burger et compagnie
- 172 Spécialités lyonnaises
- 173 Karaoké (Creil)
- 174 Fromages d'Auvergne
- 175 Accueil Clermont-Ferrand
- 176 Crottin chaud
- 177 Crêperie (Sanofi Vitry-sur-Seine)
- 178 Glaces et profiteroles
- 179 Spartakiades
- 180 Accueil Rhône-Alpes
- 181 Le petit atelier
- 182 C'est la cata

### Village médiéval et Arboretum

- 183 Petit salé aux lentilles
- 184 Forge (Safran)
- 185 Forge ancienne (Alstom Belfort)
- 186 Rôtisserie de Sire Renault
- 187 Taverne de maître Taillevent
- 188 Galette saucisse (PSA Rennes)
- 189 Boissons médiévales (Montbéliard)
- 190 Vannerie/Travail du bois (Peugeot Sochaux)
- 191 Calligraphie
- 192 Lutte ouvrière renseignements
- 193 Place du village
- 194 Arboretum
- 195 Tour à bois



## Pour venir

- **Train** : gare de Presles-Courcelles (ligne H depuis la gare du Nord) – départ toutes les heures à partir de 6 h 34 – 38 minutes de trajet.
- **Cars gratuits** depuis le métro Saint-Denis-Université (ligne 13) : samedi 10 h à 17 h – dimanche 8 h à 17 h – lundi 8 h à 14 h. Retour : jusqu'à 23 h le samedi, 1 h 50 le dimanche, 20 h le lundi.
- **Voiture** : merci de respecter les signalisations et les parkings réservés. Merci de proposer vos places disponibles sur les sites de covoiturage, par exemple sur mobicoop, qui est gratuit et non commercial : <https://tinyurl.com/FeteLO2023>

## Nos amis les bêtes

Les chiens ne sont pas admis dans l'enceinte de la fête, à l'exception, bien entendu, des chiens d'aveugles.

## Sécurité

Comme pour toutes les manifestations et rassemblements, nous devons procéder, pour la sécurité de tous, à des contrôles à l'entrée de la Fête.



# La fête de Lutte ouvrière

## Chapiteaux Karl Marx et Friedrich Engels

### Samedi

- **Thomas Rose** : *Les socialistes en France de 1871 à 1914*
- **Judith Perrignon**, romancière : *Là où nous dansions*
- **Laurence De Cock** : *Une journée fasciste*. L'instituteur Célestin Freinet et ses diffamateurs
- **Serge Herberg** : *Mange et tais-toi*. Un nutritionniste face au lobby agro-alimentaire
- **Renaud Piarroux**, épidémiologiste : l'histoire des épidémies
- **Jean-Jacques Marie** : *La collaboration Staline-Hitler* ; pour la présentation de l'édition de *Comment la révolution s'est armée*, de

Léon Trotsky

- **Comité des sans-papiers de Vitry**
- **Fabrice Riceputi** : *Des Maurice Audin par milliers*
- **Pauline Gallinari**, pour son film *Le parti du cinéma*
- **Michèle Audin et Laure Godineau** : *La Commune de 1871 en images*
- **Matthieu Verdeil**, pour son documentaire *Claude McKay, de Harlem à Marseille*

### Dimanche

- **Alizée Delpierre** : *Servir les riches – les domestiques chez les grandes fortunes*
- **Jean-Yves Mollier** : *Histoire de la concentration dans le monde du livre*
- **Gérard Delteil** : la société de classe dans le miroir

du polar

- **Anthony Galluzzo** : *Le mythe de l'entrepreneur – Défaire l'imaginaire de la Silicon Valley*
- **Anne Besson et William Blanc** : *Dictionnaire du Moyen Âge imaginaire*
- **Anne Marchand** : *Mourir de son travail aujourd'hui – Enquête sur les cancers professionnels*
- **Abdellah Fraygui et Abdallah Moubine** : *Des vies pour l'égalité*
- **Mehdi Charef** : *La lumière de ma mère*
- **Chantal Cauquil et Arlette Laguiller** : le rôle du MLAC, le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception

### Lundi

- **Marie-Laure Dufresne-Castets et Pascal Moussy** : la défense du droit de grève
- **Marie Vaton** : l'esclavage moderne, base de la richesse des États du Golfe
- **Nicolas Hatzfeld** : *Les frères Bonneff, reporters du travail*.
- **Mylène Stambouli, avocate** :

le durcissement des lois contre les migrants

- **Christophe Darmangeat** : depuis quand les sociétés font-elles la guerre ? Le cas de l'Australie aborigène.
- **Florian Mathieu** : *L'astronomie dans l'œuvre éducative du mouvement ouvrier au tournant du XX<sup>e</sup> siècle*
- **Philippe Faucon** : réalisateur du film *Les harkis*

### Présentation de livres

**Guillaume Fondu**, préfacier et traducteur, et **Éric Sevault**, éditeur : *Les Carnets de la Révolution russe*, de Nikolai Soukhanov \* **Marc Plocki** : pour la réédition des livres de Maurice Rajsfus, historien-militant \* **Marion Leclair et Alexia Blin** : *Les articles du New-York Daily Tribune de Marx et Engels* \* **Rémi Adam** : *Vendus contre des obus*, d'Alexei Kozlov \* **Lucien Détroit**, préfacier : *Sur les piquets de grève, les femmes dans la grande grève des mines de l'Arizona de 1983*, de Barbara Kingsolver \* **Henri Marnier**, préfacier : *Seuls les fous n'ont pas peur*, de Georg Scheuer

## Chapiteau des Sciences

### Samedi

- **Valérie Delattre** : les grandes épidémies de peste
- **Patrick Berche** : les pandémies virales contemporaines
- **Claire Mathieu** : ChatGPT
- **Paul Verdu** : la diversité des couleurs de peau
- **Pierre-Olivier Lagage** : le télescope spatial James Webb

### Lundi

- **Roland Salessé** : le cerveau cuisinier
- **Edwin Roubanovitch** : la musique à la Préhistoire
- **Alain Riazuelo** : l'aventure de la Terre
- **Étienne Klein** : la démarche scientifique
- **Michel Viso** : les défis pour aller sur Mars

### Les mini-conférences

Pour tous les goûts, pour toutes les curiosités, 35 exposés avec projections et démonstrations, par des conférenciers passionnés. Chaque mini-conférence dure 45 minutes, suivi d'un dialogue avec le conférencier.

### Les ateliers

Venez mettre la main à la pâte

S'emmêle-t-on en faisant des nœuds ? – Venez apprivoiser un robot ! – Ici on fait parler les pierres



– Le braille : un point de vue – L'écriture cunéiforme – Les piles, ça vous branche ? – Comment faire flotter ce qui coule, et inversement ? – Découvrez le chou rouge sous toutes ses couleurs

### La Roulotte de la Science

Animations scientifiques itinérantes

Voyage dans le cosmos avec le télescope spatial James Webb.

### Dimanche

- **Vincent Mourre** : les outils en pierre de nos ancêtres
- **Patrizia D'Etterre** : les fourmis et leur monde d'odeurs
- **Olivier Lambert** : quand les baleines marchaient sur la terre ferme
- **François Desset** : faire revivre les langues anciennes
- **Dalila Bovet** : l'intelligence des oiseaux
- **Antoine Balzeau** : une brève histoire des origines de l'humanité
- **Bahia Guellai** : les enfants face aux écrans

## Cité des Arts

Ateliers, danse, conférences, concerts de musique commentés, calligraphie, modelage, peinture, sculpture, chant... Mille et une manières de s'initier et de pratiquer les multiples formes artistiques.

**Marlène Assayag**, cantatrice : conférence chantée sur l'opéra • Sur la cantatrice Cathy Berberian et la musique contemporaine • Reproduire les tableaux de maîtres • Karaoke révolutionnaire • Apprendre une chorégraphie • Le chant romantique allemand • Le théâtre de masque • La calligraphie arabe • La peinture abstraite • Le collage • Le modelage • Le Slam • L'univers de l'opéra



japonais • L'aquarelle • La fabrication du rouge en peinture • Le vitrail gothique • *Le Radeau de la Méduse* • Rembrandt, sa peinture, son époque • L'estampe japonaise • Le jazz • L'art de la mosaïque...

## Forums politiques

Parmi les nombreux débats politiques et historiques organisés par Lutte Ouvrière et l'UCI

- Le scandale du chlordécone en Martinique et en Guadeloupe (Combat ouvrier)
- Les révolutionnaires et la guerre en Ukraine
- Mayotte : le nationalisme, poison mortel au service du capitalisme (Lutte ouvrière-La Réunion)
- Italie : Meloni, le retour du fascisme ? (L'Internazionale)
- La place des travailleurs dans Haïti sous l'emprise des gangs (OTR)
- Derrière les violences policières, la violence sociale

• L'impérialisme français en Afrique

• Retraites : limites et perspectives du mouvement

### Avec nos camarades d'entreprise

- Explosion des profits, exploitation accrue ! Les travailleurs face à l'offensive des capitalistes de l'automobile.
- La lutte pour un syndicat de combat et démocratique à PSA/Stellantis Poissy
- Cheminots : mobilisations sur les retraites, salaires et conditions de travail :
- Hôpitaux : progrès techniques et catastrophe sociale

## Pour les enfants

Des dizaines de jeux d'adresse, sportifs, de réflexion, pour petits et grands, accessibles en permanence, gratuits pour la plupart. Des mini-conférences leur sont spécialement dédiées. Sans compter le cirque Ühler, le Petit Train, le feu d'artifice et les spectacles dans les allées.

- **Une Carte Jeux**, gratuite, donne accès à de nombreux jeux et leur permet de se promener partout en toute liberté.



- **La Cité des jeunes**, une belle aire de pelouse et de sous-bois avec animations, dessins animés, contes, jeux, sous la surveillance permanente d'adultes qualifiés.
- **La garderie**, où les bébés de plus de trois mois sont accueillis par des camarades compétents et attentifs.

# Guerre en Ukraine : Zelensky fait son marché

C'est en fanfare que l'Élysée a annoncé avoir reçu le président ukrainien Zelensky, dimanche 14 mai. Macron était ravi de s'afficher au côté de celui qui venait de rencontrer le pape et, juste avant, le président et le chancelier allemands, ainsi que le gouvernement italien.

Au-delà de la mousse diplomatico-médiatique, Zelensky a évoqué « les besoins urgents de l'Ukraine », et d'abord la fourniture d'avions de guerre modernes, tels des F-16 que Berlin venait de lui refuser. « La question est un peu prématurée », a assuré en écho l'Élysée, qui préfère insister sur les chars rapides que la France va livrer à l'armée ukrainienne, en plus d'équiper et de former plusieurs de ses bataillons.

Zelensky a donc regagné Kiev en se targuant d'une tournée fructueuse auprès de ses alliés. Et il en a bien besoin, car il ne cesse de reporter la contre-offensive qu'il promet depuis des mois.

## L'épuisement des hommes

« Nous avons encore besoin de temps », a-t-il déclaré. Mais ce n'est pas qu'une affaire de munitions et d'équipements militaires dernier cri. Encore faut-il avoir les hommes pour s'en servir. Or

plus d'un an de combats ont fait d'énormes trous dans les effectifs de l'armée ukrainienne – comme dans celle de Poutine – que l'état-major ukrainien peine à combler. Même si les médias occidentaux n'en font guère état, les réseaux sociaux ukrainiens relèvent que de plus en plus d'hommes tentent d'échapper à l'envoi au front. Certains paient des pots-de-vin pour être exemptés, obtenir une planque à l'arrière ou sortir du pays. D'autres refusent de combattre, ce dont témoigne l'envol du nombre des peines infligées à ce titre par les tribunaux militaires.

Cette situation explique qu'un projet de loi ait été déposé à la Rada (le Parlement) qui abaisse de deux ans l'âge de la conscription. Il vise à fournir plus de chair à canon aux généraux de Zelensky, et à ceux de l'OTAN qui combattent Poutine avec la peau des Ukrainiens !

Car, si cette guerre d'usure voulue par les

puissances occidentales épuise le potentiel militaire, humain et industriel de la Russie, elle épuise encore plus vite celui que l'Ukraine, bien moins peuplée, peut aligner sur le champ de bataille. De hauts gradés américains, sans doute bien informés, laissent entendre que le régime de Zelensky n'aurait pas les moyens de lancer sa fameuse contre-offensive, et surtout de la mener si, comme c'est probable, elle tournait à l'hécatombe.

En attendant, on redit du côté occidental, comme dans le communiqué de l'Élysée, que l'on veut aider « l'Ukraine à poursuivre son chemin vers la famille euro-atlantique ». Il faut comprendre : vers l'intégration à une Union européenne dominée par les bourgeoisies française et allemande, et vers l'adhésion au bloc militaire des principaux États impérialistes, l'OTAN. C'est donc précisément l'amener vers ce que la Russie de Poutine refuse, car cela mettrait les blindés et les missiles de l'OTAN à ses frontières.

## Une affaire qui rapporte

Les puissances qui soutiennent l'Ukraine



PARIS, DIMANCHE SOIR  
GUERRE EN UKRAINE

aimeraient garder le contrôle de l'escalade guerrière, en ne livrant pas certains armements sophistiqués à leur allié Zelensky. Mais, depuis bientôt quinze mois que la guerre fait rage, on constate que les mêmes États n'ont cessé de lever les unes après les autres les barrières qu'ils disaient mettre à l'intensification du conflit. Et il se pourrait qu'il en aille des F-16 comme il en est allé des chars lourds, finalement fournis à Kiev par Washington, Londres et Berlin.

Que cette fuite en avant risque à tout moment de dégénérer en un conflit bien plus large, les dirigeants du monde entier le savent. Mais ils peuvent d'autant moins écarter ce risque que toute leur économie y trouve son compte, tirée quand'elle est par les commandes d'armement qui explosent partout. Et puis, il est si pratique aux Biden, Macron, Scholtz et autres de paraître se soucier du sort de la « petite Ukraine »

devant leur opinion publique, plutôt que d'avouer que de toute façon ils pousseraient à la flambée des budgets militaires, car leurs capitalistes y trouvent un intérêt majeur.

Cela n'empêche pas les dirigeants occidentaux et leurs capitalistes d'envisager la suite. Ainsi, lors d'un récent sommet consacré à la reconstruction d'une Ukraine dévastée par la guerre, ils saluaient par avance devant « un chantier estimé à plus de 350 milliards de dollars », selon la revue *L'Usine nouvelle*, qui se félicitait « des contrats déjà remportés » par le patronat français malgré une « présence massive allemande ».

Ces profits à venir valent bien que Macron ait sorti les petits fours pour Zelensky, et surtout des chars et des canons pour que les soldats ukrainiens et russes s'entre-tuent dans une guerre où les travailleurs de deux pays n'ont rien à gagner.

Pierre Laffitte

# Russie : impôt et tribunaux de guerre

Un député du KPRF – le parti « communiste » officiel, celui qui soutient Poutine et sa guerre – vient de proposer le projet de loi suivant : toute dépense dans un café, restaurant ou établissement similaire comprendrait un impôt, égal à 1 % du montant de la note, qui irait à un fonds d'aide aux familles de mobilisés.

Les petites gens de Russie sont censées y voir la preuve de la fibre sociale de

ce parti, et du régime, dans un moment où les finances publiques sont mises à mal et où la population n'adhère pas aussi patriotiquement à la guerre que Poutine le voudrait.

Ainsi, entre la mobilisation « partielle » de l'automne et avril, la justice militaire a été saisie de 1 064 affaires de soldats ayant refusé de se battre, ayant déserté ou abandonné leur unité. Rien que depuis mars, quand le Kremlin a lancé une sorte de mobilisation qui ne disait pas son nom, il y a eu plus de 400

nouvelles affaires de ce genre. Si les verdicts s'accompagnent parfois de sursis, des peines de deux ans ou plus de prison ne sont pas rares. Et il y a de nombreux cas de soldats emprisonnés sans jugement, donc hors statistiques, dont une quarantaine dans le seul centre de détention de Vladimir.

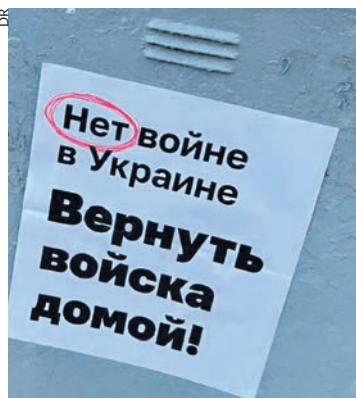
À cela s'ajoutent de plus en plus de civils, dont des femmes âgées, des écoliers ou de jeunes adolescents, que l'on arrête et condamne au motif d'avoir fait des graffitis anti-guerre, d'avoir « discrédité l'armée » dans un dessin ou dans une discussion.

Les réseaux sociaux recensent, ici et là, des conflits sociaux suffisamment larges pour que les autorités préfèrent finalement céder. Ils relèvent aussi des actions directement

dirigées contre l'institution militaire, avec de nombreux incendies volontaires de centres de recrutement, comme ce qui a donné lieu à des procès avec de lourdes condamnations à Tver, Ivanovo, Ousinsk, Ekaterinbourg, Nijni-Novgorod.

Selon les statistiques du département judiciaire de la Cour suprême, les condamnations à ce titre et pour apologie ou incitation au terrorisme n'ont jamais été aussi nombreuses depuis dix ans.

P. L.



« Non à la guerre en Ukraine, les troupes à la maison ! »

## Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 232 (mai-juin 2023) :

- PSA-Stellantis – Poissy : pour la démocratie ouvrière et syndicale
- L'intelligence artificielle
- La résurgence du pacifisme
- Afrique : une aide intéressée
- La voiture électrique
- Engels et la classe ouvrière anglaise

Prix : 2,50 euros-Envoi contre cinq timbres.



## Turquie : entre Erdogan et Kiliçdaroglu

À l'issue du premier tour des élections présidentielle et législatives qui s'est déroulé en Turquie le 14 mai, l'actuel président Recep Tayyip Erdogan semble en mesure d'emporter la victoire, contrairement à ce qu'annonçaient plusieurs sondages et à ce que beaucoup espéraient.

Cependant, pour la première fois, Erdogan devra attendre, ou plutôt déployer tous les moyens de propagande de l'État jusqu'au second tour.

Lundi 15 mai, alors que les résultats définitifs n'étaient pas acquis, Erdogan arrivait en tête avec environ 49,5 % des voix, contre un peu moins de 45 % à son principal adversaire. Kemal Kiliçdaroglu est le candidat d'une coalition de tous les partis d'opposition au dictateur. Rassemblant son propre parti, le CHP kémaliste social-démocrate, ainsi que plusieurs partis de droite, et ayant le soutien du parti pro-kurde HDP, dont le dirigeant Demirtas est actuellement emprisonné, cette union a pour l'instant échoué à faire tomber le

président. Ayant déjà assuré deux mandats, celui-ci était d'ailleurs en principe inéligible si la loi électorale n'avait pas été quelque peu interprétée à son profit.

Kiliçdaroglu a d'ailleurs dénoncé, sans doute non sans raison, des manipulations et a promis de « *gagner et gagner absolument* ». Pour le deuxième tour, prévu le 28 mai, une certaine incertitude planait encore sur la décision du troisième candidat, Sinan Ogan, dissident du parti d'extrême droite MHP, qui a remporté plus de 5 % des suffrages. Il y a cependant peu de doute sur son choix de ralliement, puisqu'il a annoncé rejoindre « le plus offrant ». Quant à Erdogan, s'il est loin d'avoir perdu la place, personne ne peut contester son

recul dans ce premier tour. Pourtant, tout le poids de son parti, l'AKP, son large cercle d'influences et la plupart des médias d'État et même privés ont été mis à son service.

Il est probable que, comme d'habitude, quelques trucages électoraux sont aussi venus aider Erdogan. Mais le fait est qu'il continue à rassembler une réelle base électorale, en particulier dans la région de la mer Noire et en Anatolie centrale où le conservatisme religieux est bien présent, comme on le voit dans les résultats du scrutin législatif, où l'AKP affirme avoir remporté la moitié des députés, sur une Assemblée qui en compte 600. Cependant, le rejet de la politique d'Erdogan et de sa clique, de la répression qui touche des milliers d'opposants, l'inquiétude provoquée par une inflation énorme qui dure depuis trois ans et écrase les salaires et les petites pensions,



TUNAHAN TURHAN SOPA

sont à l'origine de son score en baisse à la présidentielle. Dans la plupart des grandes villes, et en particulier à Istanbul, le dictateur s'est vu infliger des revers significatifs aux élections municipales.

Ce n'est en tout cas pas sur une victoire de Kiliçdaroglu que les travailleurs de Turquie pourront compter pour défendre leur droit à une vie décente. La raison n'est pas seulement

que cette victoire est hypothétique, mais aussi qu'il n'y a pas grand-chose à attendre de cette alliance électorale qui va du CHP à l'extrême droite et qui ne promet pas de changement significatif. Face à un système politique et économique qui pèse très lourdement sur leurs épaules, les travailleurs de Turquie devront imposer leurs propres solutions.

**Julien Silva**

## Israël-Palestine : 75 ans d'une politique guerrière

**Le 2 mai un militant nationaliste palestinien est décédé dans une prison israélienne, au terme de 86 jours de grève de la faim. Cette mort a ravivé la colère des habitants de Gaza et fourni, s'il en était besoin, un nouveau prétexte aux attaques meurtrières d'Israël, que le gouvernement de coalition droite-extrême droite qualifie de préventives.**

Parmi les 4 900 détenus politiques palestiniens enfermés par Israël, plus de mille le sont au titre d'une « détention administrative », sans jugement, sans même une inculpation, sans possibilité de défense juridique. Khader Adnane,

boulangier à Jénine, était de ceux-là. Militant se revendiquant d'un groupe nationaliste concurrent du Hamas au pouvoir à Gaza, il connaissait les geôles israéliennes et n'en était pas à sa première grève de la faim pour obtenir que ses droits

minimums soient respectés. Mais, traités avec « trop d'égards » selon le ministre de l'Intérieur d'extrême droite Ben Gvir, les détenus palestiniens font partie des victimes des directives ultrarépressives récemment appliquées dans les prisons. Adnane n'a donc même pas été transféré à l'hôpital.

Avant un cessez-le-feu, forcément temporaire, conclu le 13 mai sous l'égide des autorités égyptiennes, il y a eu plusieurs jours d'escalade meurtrière. À des tirs de roquettes envoyées de Gaza après la mort d'Adnane a répondu le déclenchement, le 9 mai, de l'opération israélienne Bouclier et flèches, consistant en des bombardements dits ciblés, à l'issue desquels Netanyahu, l'armée et la sécurité intérieure se félicitent d'avoir tué six militants palestiniens qu'ils considèrent comme des responsables de groupes armés. Ces frappes « propres » ont au passage tué également la famille et les voisins des militants visés, si bien que 34 personnes ont été tuées et 190 autres blessées. Mais il ne s'agit, selon le communiqué israélien, que

de « *victimes civiles inévitables dans l'environnement densément peuplé de Gaza* » !

En effet, Gaza est surpeuplée, des milliers de réfugiés palestiniens y ayant trouvé abri depuis trois quarts de siècle. Ces faits coïncident en effet avec le 75<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de l'État d'Israël le 14 mai 1948, sur un territoire qui était loin d'être un désert car peuplé de centaines de milliers de Palestiniens, agriculteurs, éleveurs, commerçants... Des centaines de milliers de Juifs qui avaient survécu à la barbarie nazie espéraient, pour la plupart, trouver en Israël un État pacifique, juste, animé d'intentions presque égalitaires, ainsi que certains aspects de la propagande sioniste le laissaient entendre.

En fait, la création d'Israël s'est faite sur la base de l'expulsion violente d'une partie de la population arabe palestinienne, celle dont les descendants vivent encore aujourd'hui dans les camps de réfugiés des pays voisins. L'État israélien s'est fait l'acteur du vol des terres

palestiniennes et, en fait d'égalité des droits, a fait de ses habitants arabes des citoyens de seconde zone. Il a organisé l'occupation de la Cisjordanie et couvert sa colonisation par des colons conquérants et racistes. Leur extrémisme religieux et leur idéologie d'extrême droite ont fini par prendre en otage la population juive israélienne elle-même, au point qu'elle manifeste maintenant toutes les semaines contre l'évolution autoritaire de cet État qui leur promettait la liberté.

Il n'y avait aucune raison pour qu'Arabes palestiniens et Juifs rescapés des camps ne puissent vivre ensemble. C'est toute l'orientation nationaliste, anti-arabe et pro-impérialiste qui a fait de l'État d'Israël un nouveau facteur d'oppression et l'acteur de guerres permanentes, dont souffre sa propre population. Pour la population arabe de Gaza, de Cisjordanie, de Jérusalem-Est, mais également pour la population arabe et juive d'Israël même, c'est un triste anniversaire que célèbre son gouvernement.

**Viviane Lafont**



Bombardement israélien sur Gaza le 11 mai.

## Drapeaux: pour les travailleurs, c'est le drapeau rouge!

Dans la nuit du 10 au 11 mai, l'Assemblée nationale a adopté, à une courte majorité, la proposition de loi rendant obligatoire d'arborer le drapeau européen aux côtés du drapeau français sur le fronton des mairies de plus de 1 500 habitants.

Cette proposition a été portée par le groupe Renaissance, dont tous les commentateurs ont relevé la manœuvre politicienne. D'une part, il s'agissait de faire diversion, pour parler d'autre chose que de la réforme des retraites. D'autre

part, à un an des élections européennes, les députés macronistes ont trouvé une occasion de se redonner à bon compte une image de progressistes, face aux nationalistes de tout bord.

La manœuvre a parfaitement réussi. L'extrême droite

a défendu un amendement pour « réaffirmer la primauté du drapeau français » et ses députés se sont lâchés sur les plateaux de télévision, tel Jean-Philippe Tanguy (RN), député de la Somme, vociférant : « Il n'y a que trois couleurs face auxquelles les Français s'inclinent : le bleu, le blanc et le rouge. » Quant aux députés de la Nupes, ils se sont divisés sur la question, ceux du PCF et de LFI votant contre le projet de loi, tandis



que ceux du PS et de EELV votaient pour.

Le drapeau tricolore est bien l'emblème historique de la bourgeoisie française, autour duquel elle se rassemble pour ses intérêts. Le drapeau européen est plus récent et vise

à rassembler autour de lui les bourgeoisies européennes. Les travailleurs ne peuvent se retrouver qu'autour d'un seul drapeau, le drapeau rouge des luttes de la classe ouvrière internationale.

Julie Lemée

## Mixité sociale à l'école: l'Arlésienne de Pap Ndiaye

Pap Ndiaye, le ministre de l'Éducation, s'est finalement contenté, au lieu d'une conférence de presse, d'une réunion avec les recteurs des différentes académies pour leur demander de « réduire les différences de recrutement social entre les établissements publics de 20 % d'ici 2027 ».

Quant à ceux de l'enseignement privé, le souhait du ministre de les associer à son plan se résume à un vœu pieux.

Du côté de l'enseignement public, cela fait bien longtemps que les différences s'accroissent entre les établissements des banlieues populaires et ceux des quartiers plus aisés. Les suppressions de classes réduisent régulièrement à néant les rares efforts pour en constituer avec de petits effectifs; chaque année, parents et enseignants se mobilisent ne serait-ce que pour garder un poste.

Le privé, financé aux trois

quarts par l'argent public, recrute ses élèves comme il l'entend. Certes, ils ne sont pas issus exclusivement de milieux très aisés mais on compte, dans les collèges privés sous contrat, moins de 17 % d'élèves d'origine sociale défavorisée, pour 40 % d'élèves très favorisés, alors que les proportions sont inverses dans le public.

La mixité sociale est une illusion, dans une société profondément inégalitaire où les rares avancées ne peuvent dépendre, et encore temporairement, que des mobilisations, et non du bon vouloir d'un ministre quel qu'il soit. C'est d'autant plus

vrai pour Pap Ndiaye que, en réaction à ses déclarations, il a vu se dresser des politiciens de droite et d'extrême droite, une partie des médias et certains intégristes, racistes, condescendants et criant au renouveau de la guerre scolaire. Macron de son côté, échaudé par les manifestations contre la loi sur les retraites, ne craint rien tant qu'une nouvelle bataille et ne va pas en lancer une pour soutenir son ministre.

Pap Ndiaye aura ainsi essayé par une timide annonce de faire oublier aux enseignants la politique gouvernementale qu'il applique. Hélas, même l'annonce d'une augmentation de leur salaire lui a échappé, puisque son président la lui a ôtée de la bouche. Elle est bien difficile, la vie de ministre!

Sylvie Maréchal

## Lieux de privation de liberté: l'incurie de l'État

La contrôleuse générale des lieux de privation de liberté vient de publier son rapport d'activité pour l'année 2022. Elle y dénonce, une fois de plus, l'incurie de l'État.

Cellules surpeuplées envahies par les cafards et les rats, alimentation insuffisante, difficultés d'accès aux soins, détenus n'osant pas sortir en promenade à cause des risques de violence... Le constat de ce nouveau rapport est sans appel.

La condamnation de la France par la Cour européenne des droits de l'homme en janvier 2020 n'a pas empêché la détérioration de la situation des détenus, à mesure que les prisons se remplissaient. Le nombre de prisonniers est à un niveau record aujourd'hui, amenant l'auteur du rapport au constat que « l'incarcération ne peut que conduire à plus de précarité ».

La situation dans les autres lieux n'est guère plus glorieuse. Faute de personnel suffisant, les établissements psychiatriques usent d'un recours excessif à la contrainte. Dans de nombreux centres de rétention administrative, véritables prisons pour travailleurs immigrés n'ayant commis aucun délit, le rapport note en particulier un manque d'hygiène et même de nourriture. En dépit de la promesse de l'ancien président socialiste Hollande d'y mettre fin, la contrôleuse déplore également la poursuite de l'enfermement des enfants.

Elle conclut son rapport en disant que « surnage de ces constats le sentiment d'un abandon de l'État ». Au regard de la situation de l'ensemble des services publics, nul doute qu'il s'agisse bien plus que d'un simple sentiment.

David Mencas

## Crous: médaille d'or du mépris

Les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (Crous) d'Île-de-France ont annoncé que des chambres universitaires allaient être réquisitionnées en juillet et août 2024 dans le cadre des Jeux olympiques. Trois mille de ces logements destinés aux étudiants les plus modestes seraient concernés. Ils serviraient à héberger le personnel mobilisé pour l'organisation de cet événement au moins autant

commercial que sportif.

Face au tollé que cette annonce a suscité, le Crous a cru bon de préciser que les étudiants concernés retrouveraient leurs chambres en septembre et qu'ils n'auront pas à payer le loyer des deux mois concernés. Les autorités sont plus promptes à réquisitionner des logements occupés par les plus modestes que ceux laissés vacants par leurs riches propriétaires.

D. M.

## Lycée Théodore-Monod – Noisy-le-Sec: la réforme ne passe pas!

Au lycée Théodore-Monod de Noisy-le-Sec, en Seine-Saint-Denis, la réforme des lycées professionnels ne passe pas. Plusieurs assemblées générales ont regroupé une soixantaine d'enseignants, de surveillants et d'AESH, qui ont exprimé leur inquiétude face à l'avenir des lycées professionnels.

Au-delà de la crainte de voir des postes supprimés, il y avait aussi

l'indignation par rapport à l'avenir réservé aux enfants de milieux populaires. Les enseignants refusent de faire de leurs élèves « de la main-d'œuvre corvéable et bon marché pour le patronat ». Tous ont conscience que les réformes successives ont dégradé la qualité de l'enseignement dispensé aux élèves et les conditions de travail dans l'Éducation nationale. S'opposant

également au « pacte » qui vise à faire accepter aux enseignants des missions augmentant leur temps de travail contre des primes, ils réclament des augmentations de salaire et le dégel du point d'indice.

Les participants à ces assemblées ont décidé le blocage du lycée à partir du jeudi 11 mai et l'organisation de réunions à destination des parents.

Correspondant LO

## La Poste: emplois en moins, travail en plus

Alors que La Poste supprime des milliers d'emplois, elle ne cesse d'inventer de nouvelles tâches pour les salariés. Beaucoup d'entre elles peuvent sembler surréalistes par rapport à ce que fut traditionnellement le métier des facteurs, à savoir distribuer le courrier.

Dans bien des bureaux parisiens, les facteurs doivent désormais passer chez les commerçants pour apposer des affiches publicitaires vantant les mérites de telle ou telle entreprise. Cela se fait en particulier les lundis et mardis, jours où les tournées de courrier sont déjà particulièrement chargées. On leur demande aussi d'afficher dans des halls d'immeubles, de préférence en cachette du gardien, des appels à se connecter avec

Orange, Bouygues ou SFR. Il y a, en outre, les panneaux indiquant les entreprises intervenant sur tel ou tel chantier de construction, que l'on doit photographier avec son facteo, cet instrument dont sont pourvus les facteurs depuis plusieurs années. La Poste peut ainsi vendre ces données.

Tout ce catalogue de nouvelles tâches intervient alors que, à force de suppressions d'emplois, les facteurs ont de plus en plus de

mal à effectuer leur tournée dans les temps impartis. Il est aussi parallèle aux choix faits depuis longtemps par La Poste de dégrader systématiquement la distribution du courrier, par exemple en supprimant cette année le timbre rouge, et en retardant de fait la distribution de toutes les lettres.

C'est une stratégie choisie par La Poste depuis longtemps. Elle utilise son réseau de facteurs connaissant les quartiers et les immeubles bien mieux que des prospecteurs occasionnels pour vendre des services aux entreprises qui en font la demande, pour n'importe quelle mission. Elle envoie ses prospecteurs placer les

contrats, et ce serait aux usagers et des postiers, mais plus de leurs tournées surchargées !

La Poste se moque des usagers et des postiers, mais les uns comme les autres n'ont pas à l'accepter. Il n'y a aucune raison d'attendre son courrier de plus en plus longtemps, ni que les facteurs soient surchargés de travail supplémentaire sans que soient créés les emplois correspondants.

Correspondant LO



ADIL BENAYACHE SIPA

## ZF Bouthéon - Saint-Étienne: victoire des grévistes!

Les travailleurs grévistes de ZF Bouthéon, équipementier pour les poids lourds et les cars situé près de Saint-Étienne, en grève à plus de 90% depuis lundi 24 avril, ont gagné.

Les grévistes réclamaient 10 000 euros de prime avant la vente de l'usine, ils ont obtenu... 12 000 euros, versés en deux fois sur un an, les 2 000 euros au-delà des 10 000 euros demandés couvrant largement les jours de grève. Les travailleurs ont tenu bon, rejetant à plusieurs reprises des propositions insuffisantes de la direction, y compris les 12 000 euros mais étalés sur quatre ans. La suite leur a donné raison !

Cette victoire est un gage pour l'avenir, car la grève

a aussi été l'occasion de mettre sur la table tout ce que les travailleurs ont sur le cœur : les faibles salaires, les sacrifices consentis depuis plusieurs années et la dégradation des conditions de travail, avec une nouvelle direction qui a cru pouvoir serrer la vis.

Cette mobilisation, qui a bénéficié de la sympathie et du soutien de nombreux travailleurs de la zone industrielle, pourrait en inspirer d'autres.

Correspondant LO

## Synthexim - Calais: capitalistes vautours et licenciés

L'usine Synthexim de Calais (ex-Calaire Chimie), appartenant au groupe chimique Axyntis, a été placée en liquidation judiciaire le 3 mai et le site devrait fermer à la fin du mois.

Lorsque Axyntis a mis la main sur cette usine en 2013, déjà en liquidation judiciaire, il n'avait eu à déboursier que cinq euros symboliques et avait immédiatement licencié une centaine de salariés. Depuis 2013, Axyntis a touché des millions d'euros de subventions et d'aides de l'État. Maintenant, après s'être bien gavés, les capitalistes ont décidé de se débarrasser de l'usine de Calais, en licenciant de nouveau une centaine de travailleurs.

Quant à l'autre usine

d'Axyntis, située à Pithiviers, elle est de plus en plus délabrée faute d'investissements. Pour faire des économies sur le dos des travailleurs, les équipements de sécurité ne sont plus entretenus, les opérations de maintenance sont suspendues ou annulées et les salaires arrivent de plus en plus tard.

Les capitalistes sont des parasites qui s'enrichissent en détruisant des moyens de production, en exploitant et en licenciant.

Correspondant LO

## CHRU de Nancy: la direction doit revoir ses tarifs

Le CHRU de Nancy, après bien d'autres hôpitaux, a instauré le parking payant pour les patients et les visiteurs dans les hôpitaux de Brabois, et il compte bientôt l'étendre à l'hôpital central et à la maternité régionale.

Suite au scandale provoqué par ce parking payant, largement repris par la presse locale et même nationale, la direction a dû revoir ses tarifs de stationnement. Elle avait délibérément choisi des tarifs prohibitifs à l'intérieur du site de Brabois, dite zone professionnelle. Après la demi-heure gratuite, le stationnement revenait à trois euros du quart d'heure, ce qui portait la

note à dix-huit euros les deux heures par exemple, soit cinq fois plus qu'au centre-ville de Nancy ! Les usagers se retrouvaient piégés en quittant le CHRU, ce qui provoquait conflits et bouchons, tout particulièrement aux heures de sortie des travailleurs.

Devant les multiples protestations, la société QPark chargée de la gestion du stationnement s'est retrouvée dans

l'incapacité d'appliquer ces tarifs exorbitants, et la direction a dû les revoir à la baisse. Le premier quart d'heure payant a été ramené à 50 centimes, les deux heures de parking revenant à 2,70 euros.

C'est incontestablement un recul de la direction, même si elle maintient le principe du stationnement payant, et bien sûr la possibilité d'augmenter les tarifs à l'avenir. En allant se faire soigner ou rendre visite à des malades, les usagers du CHRU se font ainsi racketter et engraisent une société privée.

Correspondant LO

## Belfort: une pile pour piller l'argent public

L'entreprise Inocel, créée par l'aventurier Mike Horn, et qui est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de piles à hydrogène de grande capacité, a décidé de s'implanter sur le site Alstom à Belfort. Cela se fera dans le bâtiment dit des Ailettes, du nom d'un ancien secteur vidé à la suite de plans de licenciement massifs.

Le maire LR de Belfort et

la présidente PS de la région Bourgogne Franche-Comté ont assisté à une conférence de presse où le directeur d'Inocel a annoncé cette implantation, promettant la création de 700 emplois d'ici 2030.

Pour l'instant, pas un seul emploi n'a été créé, mais Inocel va recevoir immédiatement près de huit millions d'euros versés par la région, la ville de

Belfort et toutes les collectivités locales. C'est aussi qu'au nom de l'écologie et de la décarbonation future de l'économie, plusieurs entreprises dans la région vont être subventionnées par les pouvoirs publics, telles Mc Phy, Faurecia, etc.

L'argent coule à flots vers les caisses du privé tandis que les services publics manquent de ressources.

Correspondant LO

# Grand Paris Express: **morts au travail, morts du capital**

Après cinq morts, vingt blessés graves et des dizaines de blessés légers, la Société du Grand Paris (SGP) s'est sentie obligée d'organiser, mercredi 10 mai, une journée de formation sur la sécurité au travail.

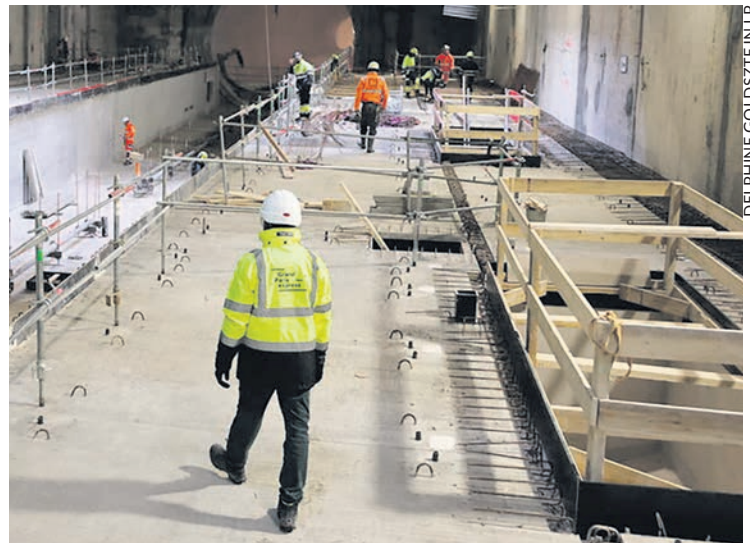
La plupart des 140 chantiers de construction des lignes du Grand Paris Express, le futur métro francilien, se sont donc arrêtés le temps d'une journée pour causer sécurité. La SGP qui

les gère est un établissement public, à la tête d'un budget de 100 milliards d'euros pour construire 200 kilomètres de lignes de métro automatique et les gares qui vont avec. Autant

dire qu'au cinquième décès, celui d'un jeune ouvrier malien de 22 ans, les déclarations d'usage sur « l'importance accordée à la sécurité sur nos chantiers » ne suffisaient plus. La SGP a donc sacrifié une journée dans son précieux calendrier d'avancée des travaux pour parler des mesures de sécurité actuelles et en présenter d'autres qui, c'est promis, seront déployées prochainement.

Parmi les travailleurs du bâtiment et de la construction, l'initiative de la SGP fait rire jaune. « C'est comme les affiches qui recouvrent (...) tous les espaces disponibles, pour nous rappeler le port du casque, le harnais obligatoire ou l'interdiction de circuler sous des charges lourdes déplacées en hauteur. Tout ça serait très utile si c'était respecté », expliquait un jeune apprenti sur l'un de ces chantiers.

La SGP présente le fait d'avoir recours aux plus grandes entreprises du secteur – Eiffage, Bouygues, Vinci – comme une garantie de sérieux en matière de sécurité. Mais celles-ci mettent en œuvre sur ce « chantier du siècle », comme partout, les méthodes d'exploitation qui assurent les profits, à



Le chantier du Grand Paris Express à Champigny-sur-Marne.

commencer par le recours à la sous-traitance en cascade. Sur ces chantiers tentaculaires, des centaines voire des milliers de sous-traitants interviennent, avec parfois sept ou huit échelons entre le donneur d'ordres, Eiffage ou Bouygues, et l'entreprise qui emploie les travailleurs présents sur le chantier. Ce sont autant de niveaux qui permettent de diluer les responsabilités en cas d'accident.

D'après Ali Tolu, délégué syndical CGT chez Vinci, près de 80 % des salariés des chantiers du Grand Paris Express sont « soit en stage, soit en intérim, soit en sous-traitance ». Des équipes qui ne se connaissent pas, dont les travailleurs ne parlent parfois pas la même langue, travaillent côte à côte sans savoir ce que les autres font et, pour beaucoup, sans comprendre ou sans pouvoir appliquer les consignes de sécurité affichées partout.

Le même délégué dénonce les cadences, qui traduisent la pression pour boucler le super-métro avant les Jeux olympiques de 2024 et accroissent les risques d'accident : « Il n'y a qu'à voir le nombre de chantiers qui tournent le samedi. C'est devenu un vendredi-bis. Combien d'ouvriers font du six jours sur sept en permanence ? »

Tous les travailleurs du bâtiment connaissent cette réalité de l'exploitation, quel que soit leur statut, la taille du chantier où ils interviennent, leur langue ou leur couleur de peau. Au-delà de journées de formation alibi ou de « quarts d'heure sécurité » en début d'équipe – bien souvent dans une langue que tous ne comprennent pas – c'est leur pression collective qui pourra imposer de vraies mesures pour ne pas risquer leur vie à la gagner.

**Nadia Cantale**



## Nos lecteurs écrivent

### Conditions meurtrières

Je travaille comme ouvrier chez un prestataire de la Société Grand Paris. Depuis le début des travaux, tous les chantiers sont en sous-effectif permanent. Les conditions d'hygiène et de sécurité sont catastrophiques. On déplore de nombreux accidents, et cinq camarades de travail ont déjà perdu la vie.

Dernièrement, nous avons reçu la visite d'une délégation de cadres du Grand Paris, qui nous ont fait tout un cinéma sur la sécurité. Comble de l'hypocrisie, ils nous ont demandé de faire une minute de silence pour nos cinq camarades

morts au travail. Une manière dégueulasse de rejeter la faute sur nous, les ouvriers, qui ne respectons pas les procédures de sécurité. Mais, vu le sous-effectif et la pression, il est évidemment impossible de les respecter, et ils le savent très bien. Mais faire la morale aux travailleurs coûte moins cher que de mettre les effectifs. Nos cinq camarades sont morts sacrifiés pour les profits, pas parce qu'ils étaient imprudents. Les conseils hypocrites des cadres du Grand Paris ne nous le feront pas oublier.

**Un lecteur de Seine-Saint-Denis**

## QUI SOMMES-NOUS?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 – Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. – Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal mai 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

## Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

## Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

*Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.*

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Borne à La Réunion : trois petits tours et puis s'en va

« Mon objectif est d'avoir des moments d'échanges avec les Réunionnaises et les Réunionnais » déclarait Élisabeth Borne de passage à La Réunion les 11, 12 et 13 mai. Elle tenait en fait surtout à faire la promotion et l'essai des attaques gouvernementales contre les allocataires du RSA.

La Réunion compte près de 160 000 demandeurs d'emploi, le taux de chômage approche les 20 % (contre 7 % en métropole) et il y a 100 000 bénéficiaires du RSA. Le 13 mai, dans l'agence Pôle emploi de Piton Saint-Leu, faisant partie de la zone immédiatement concernée par l'expérimentation de

l'opération mensongèrement appelée retour à l'emploi, Borne s'est félicitée du conditionnement du versement du RSA à 15 ou 20 heures d'activité, sous peine de radiation.

« Il s'agit de leur faire découvrir (aux bénéficiaires) des métiers, de leur permettre de se former, c'est ça les 15 à 20 heures d'activité dont on

parle » a affirmé la Première ministre en ajoutant : « On attend que le bénéficiaire s'engage lui aussi, d'autant que des entreprises nous disent qu'elles cherchent à recruter, mais n'y arrivent pas ». Elle va d'ailleurs permettre à La Réunion « de pouvoir cumuler le RSA à un emploi saisonnier comme c'est le cas dans l'Hexagone ».

Cinq femmes triées sur le volet ont été invitées à venir témoigner (sans casseroles bien sûr) de tout le bien qu'elles pensent de ce dispositif.



Manifestation du 11 mai contre la venue d'Élisabeth Borne.

Ces femmes seules, veuves avec enfants, sans moyens de transport et qui s'acharnent à garder la tête hors de l'eau sont ainsi utilisées sans vergogne par Borne pour justifier sa sale politique.

Au total pour les Réunionnais, cette visite s'est

traduite par trois jours d'embouteillages supplémentaires à cause d'un dispositif policier omniprésent et de la chasse aux opposants. Quant à Borne, elle a pu vérifier que le son des casseroles est le même dans l'île que dans l'Hexagone.

Émile Grondin

## Valdunes – Trith-Saint-Léger : en grève pour les emplois

Le 5 mai, les 245 salariés de Valdunes, fabricant des roues de train à Trith-Saint-Léger, près de Valenciennes ainsi que leurs 95 collègues de Leffrinckoucke, près de Dunkerque, ont appris que l'unique actionnaire du groupe ne « dépenserait plus un centime dans l'entreprise » et ont répliqué en se mettant en grève.



Depuis, le portail de l'usine devient le lieu de défilé des politiciens et élus de

tout bord qui se succèdent en dénonçant un coupable idéal : la Chine. Après avoir

été « française » puis « américaine » via une holding « allemande », l'usine est devenue « chinoise » suite au rachat du groupe par la multinationale MA Steel en 2014. À l'époque, les élus de droite comme de gauche vantaient la reconnaissance du « savoir-faire français » qui allait « pénétrer le marché chinois », comme disait alors la direction du site. Récemment, l'usine « profitait » même de commandes récupérées chez son concurrent ukrainien Interpipe, paralysé par l'invasion russe.

Depuis l'annonce de retrait de MA Steel, le triomphalisme chauvin s'est changé en concert xénophobe. Les Chinois sont qualifiés de prédateurs, qui auraient pillé le savoir-faire et volé

les technologies de l'usine. Quand Fabien Roussel du PCF veut faire « travailler d'abord les Français », Sébastien Chenu du RN lui répond qu'il est pour la « préférence nationale ».

La nationalisation de l'usine ou l'obligation pour la SNCF d'acheter ses pièces en France sont présentées comme des solutions pour le maintien du site. Le même genre de promesses ont été agitées avant les licenciements massifs qui ont condamné les usines voisines de Vallourec ou Ascoval à Saint-Saulve.

Les centaines de milliers de licenciements de ces dernières années ont été décidées par des capitalistes de tous les pays, à commencer par des Français. Et quand

c'est la famille Peugeot qui décide de licencier les intérimaires de son usine de Trith-Saint-Léger ou de fermer d'autres sites de production, les politiciens cocardiers sont beaucoup moins bavards...

Depuis le 5 mai, la grève a été reconduite malgré les chantages et menaces. Dans ce bras de fer, les grévistes cherchent à associer les habitants qui ont manifesté à leurs côtés samedi 13 mai. Les salariés poursuivent la mobilisation et exigent le maintien de leurs emplois, avec raison comme tout ceux qui défendent les leurs en Chine ou en Allemagne. Aux capitalistes de tous pays qui se sont enrichis durant des décennies de payer !

Correspondant LO

## Haïti : dans les quartiers et les entreprises, les classes populaires ripostent !

Cet article est l'éditorial du 2 mai de *La Voix des Travailleurs*, mensuel édité par l'Organisation des Travailleurs Révolutionnaires (OTR-UCI)

Lundi 24 avril, vers 5 heures du matin, quatorze bandits lourdement armés ont été mis hors d'état de nuire par des habitants de Canapé Vert. Des riverains d'autres quartiers, surtout à Port-au-Prince mais dans des villes de province également, emboitant le pas à leurs frères de classe, n'ont pas tardé à partir à la chasse aux bandits de leurs coins, qui se croyaient jusque-là tout puissants et intouchables.

Jusque-là, la population, dos au mur, se voyait massacrée par dizaines dans

certaines endroits, par centaines dans d'autres. Au cours du mois d'avril, les gangs ont perpétré trois massacres : à Onaville, Source Matelas (Cabaret), Cité Soleil. On parle de plus de 200 personnes assassinées, dont des bébés.

Le sursaut des habitants du Canapé Vert est tombé comme un coup de tonnerre. Un brusque changement d'état d'esprit : émergence de brigades, renforcement d'autres qui existaient déjà, concert de casseroles, la vigilance est de mise. Depuis, on veille nuit et jour

dans certains quartiers de Port-au-Prince. Face à cette mobilisation, des bandits se retranchent dans leurs trous. On n'entend plus parler de kidnapping depuis quelques jours. La peur et le stress sont en train de changer de camp.

Comme les bêtes acculées peuvent mordre encore plus fort, les risques de massacre deviennent plus élevés si la mobilisation ne se généralise pas en entraînant des millions de pauvres dans la bagarre contre cette bande de malfaiteurs qui démolissent la vie sociale et économique du pays.

Entre-temps, les syndicats d'enseignants ont

trouvé une entente pour lancer une grève illimitée en vue de contraindre le ministre menteur à régler les arriérés de salaire ainsi que d'autres problèmes qui paralysent l'enseignement public.

Bien avant l'alerte du Canapé Vert et la grève des enseignants du secteur public, des milliers de travailleurs de la zone industrielle, du parc Sonapi essentiellement, avaient observé, au début du mois d'avril plusieurs jours de grève et avaient obtenu satisfaction de leurs revendications.

Ces luttes, quoique isolées et très limitées, mais venant des ouvriers, des enseignants et des habitants

de quartiers populaires, envoient de bons signaux dans un pays qui se meurt sous la dictature de gangsters économiques et de bandes armées sans foi ni loi.

Ce qui manque cruellement est l'organisation de ce frémissement, de cette mobilisation, un parti révolutionnaire qui permettra aux masses révolutionnaires de planifier leurs luttes contre les gangs, contre ceux qui financent ce chaos meurtrier et donc, contre ce système social qui génère ces vermines par le chômage, la misère et les inégalités sociales criantes.

La Voix  
des Travailleurs